REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice - Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE

DIVISION ALIMENTATION NUTRITION

POLITIQUE NATIONALE ET PLAN D'ACTION POUR LA NUTRITION EN GUINEE

Conakry, Décembre 1994

SOMMAIRE

I. Introduction

1. Présentation de la Guinée

2. Les Problèmes alimentaires et nutritionnels

2.1. Les problèmes nutritionnels

2.1.1. Les causes

3. Politiques en cours d'application offrant des opportunités pour l'alimentation et la nutrition

II. Politique Nationale d'Alimentation et Nutrition

1. Les objectifs

2. Les stratégies

3. Plan d'action

3.1. Synthèse des activités

3.2. Définition des programmes

INTRODUCTION

La République de Guinée dont les différentes régions offraient d'immenses possibilités de terres arables, de sources et de cours d'eau alimentés par une pluviométrie parfois excessive, a toujours eu le développement des activités de nutrition et d'alimentation freiné par l'absence de programmes concrets et coordonnés entre les différents secteurs réclamant à tour de rôle la paternité de l'exécution de ces activités.

Les populations rurales d'avant l'indépendance utilisaient une instrumentation rudimentaire pour les cultures itinerantes sans aménagement des terres et sans engrais pour couvrir avec les produits de cueillette leurs besoins alimentaires; la forte mortalité d'une population peu nombreuse, malgré le manque de planification familiale laissant des possibilités d'exportation en céréales, oléagineux et fruits aux négociants coloniaux.

La diversité des cultures traditionnelles plus résistantes aux pathologies végétales ne nécessitait pas l'utilisation des pesticides coûteux et à risque environnemental, mais permettait une relative sécurité alimentaire malgré les méthodes traditionnelles et artisanales de transformation et de conservation.

L'indépendance du pays et les contraintes qui en ont résulté ont amené les dirigeants à considérer la production agricole comme une priorité devant permettre l'autosuffisance alimentaire pour une population en pleine croissance démographique et une exploitation tous azimuts, source de devises pour l'acquisition des autres biens de consommation et de développement. C'était l'occasion d'utilisation d'engins lourds de production (Tracteurs) dont l'exploitation n'était pas maîtrisée, de formation de nombreux agents techniques d'agriculture et d'ingénieurs agricoles.

Face à l'échec et à la généralisation de la fonction de producteurs agricoles, des programmes de brigades attelées de production (BAP) et de brigades motorisées de production (BMP) furent lancés sans succès en raison d'une gestion ne favorisant pas l'augmentation des ressources des producteurs (impôts en nature, prix etc...).

Malgré les différents programmes de production, seule l'importation par l'Etat et l'aide alimentaire internationale permettaient à quelques rares privilégés qui en avaient les moyens d'acquérir les denrées de base.

En conséquence une malnutrition chronique importante et une malnutrition aigue à des dégrés divers frappaient une grande partie de la population dont les moyens de défense étaient faibles, d'où un taux de morbidité assez élevé pour toute la population, une forte mortalité dans la population des enfants et des femmes en âge de procréation, une faible

rentabilité socio-économique et une espérance de vie relativement faible et un etat de bien être d'un bas niveau.

La Deuxième République, face à cette situation, en considérant la production agropastorale comme la priorité des priorités, proclamait un libéralisme économique et désengageait l'Etat de certaines activités, Elle élaborait ainsi des politiques dans différents secteurs dont :

* la LPDA pour la production agro-pastorale et halieutique, les aménagements hydro-agricoles, les pistes rurales désenclavant les zones de production et de consommation.

* La politique socio-économique pour une augmentation des ressources des ménages

* La politique démographique pour une adéquation de la croissance démographique aux ressources disponibles

* La politique de l'environnement après la réunion de Rio
* La politique d'aménagement du territoire (habitat, routes)
* La politique industrielle (PME, PMI, transformation)

* La politique de communication (éducation sanitaire)

* La politique des soins de santé primaires (PEV/SSP/ME): Education nutritionnelle et surveillance nutritionnelle

* La politique de l'Education (Alphabétisation-Education Sanitaire et Nutritionnelle)

* La politique commerciale (accessibilité et prix des denrées de base)

* La politique de décentralisation (participation communautaire), toutes impliquées à des degrés variés par plusieurs programmes dans les problèmes de nutrition et de bien-être des populations.

La politique de nutrition qui vient après les recommandations de la Conférence Internationale sur la Nutrition, établit un plan d'action dont les programmes d'activités sont définis. Leur exécution permettra dans les prochaines années l'atteinte des objectifs.

Cette politique nationale sera basée sur les volets de:
- Disponibilité et accessibilité alimentaire
- Surveillance alimentaire et nutritionnelle, contrôle des maladies nutritionnelles
- Formation, information, éducation, communication et participation communautaire
- Gestion et coordination

Elle doit pour réussir . permettre une concertation et une coordination entre tous les intervenants des secteurs publics et privés dans un cadre institutionnel, et intégrer dans les politiques et programmes de développement des objectifs, des considérations et des éléments d'ordre nutritionnel.

1. PRESENTATION DE LA GUINEE

1.1. Données géographiques

La Guinée couvre une superficie de 246.000 Km^2, elle est située dans la partie occidentale du Continent Africain, à 10° du Nord de l'équateur. Elle est bordée de 300 Km de côte et caractérisée par un climat de type tropical avec alternance d'une saison sèche (Novembre-Avril) et d'une saison pluvieuse (Mai-Octobre).

1.2. Données démographiques

La population Guinéenne est estimée à 5.694.297 habitants (ESIP de 1992), inégalement repartie entre les quatre régions naturelles qui la composent (Basse Guinée, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière). Cette population présente les caractéristiques suivantes: femmes: 51,3 %; moins de 15 ans :44,6 %; 15 à 64 ans: 51,2 %; plus de 65 ans: 4,1 %.

1.2.1. Natalité et fécondité: Le taux de natalité est estimé à 45 pour mille, il reste notable en Guinée que la fécondité est élevée, précoce, rapprochée et tardive.

1.2.2. Nuptialité: L'âge moyen du premier mariage est de 18 ans chez la femme et de 28 ans chez l'homme. Cet âge est plus précoce en milieu rural qu'urbain.

1.2.3. Mortalité: Le taux de mortalité a baissé de 40 pour mille à 17,1 pour mille de 1955 à 1992. Cette baisse connaît une certaine lenteur au niveau maternel et infantile.

1.2.4. Migration: Les informations statistiques à ce niveau sont très insuffisantes. Toutefois, les migrations internationales marquées par le retour massif des guinéens de l'extérieur et la main d'oeuvre étrangère ne sont pas négligeables. A cela s'ajoute le phénomène accidentel des réfugiés provenant du Libéria et de la Sierra-Léone. Cette migration est estimée à 0,5 % l'an.

1.3. Données socio-économiques

Depuis 1984, la Guinée a opté pour un régime libéral qui s'est traduit par la mise en place d'un Programme Intérimaire de Redressement National (PIRN) dont les objectifs essentiels sont:

- résorption de la crise économique et financière et restauration des grands équilibres macro-économiques
- renforcement des capacités de production et de gestion de l'économie afin d'assurer la reprise de la croissance. * (1)

* Source: 1 Projet d'appui au devéloppement socio-économique (PADSE) ESIP/JUIN 1991

Avec l'appui de la Banque Mondiale et du FMI, le Gouvernement a mis en place un programme d'ajustement économique et financier (PREF) qui constitue l'épine dorsale de la stratégie de développement. Le PREF vise:

- la consolidation de l'option libérale à partir des reformes monétaires et bancaires, de la libéralisation du commerce et des prix, du désengagement de l'état des secteurs de production et de commercialisation.

- l'amélioration de la gestion de l'économie à travers la reforme administrative et l'assainissement des finances publiques.

- la mise en place d'un programme d'investissements publics et privés en vue de valoriser les potentiels de développement du pays.

Pour appliquer le PREF, le Gouvernement met en place le système de planification contractuelle et décentralisée et la planification triennale glissante.

Les résultats des reformes sont plutôt mitigés;

a) Croissance du PIB en terme réel > à 4% entre 1986 et 1993.
b) Croissance annuelle moyenne du revenu par tête maintenue aux environs de 1,5%, qui a permis d'atteindre un revenu per capita d'un peu plus de 450 US$ en 1993.
c) l'inflation ramenée à moins de 10% en moyenne annuelle.
d) Le poids de la dette qui reste très important avec son encours et son service qui atteignent respectivement 80% du PIB et plus de 20% des recettes d'exploitation en moyenne sur la periode 1986-1993, lequel a grévé progressivement les ressources de l'etat entrainant de faibles augmentations des budgets sociaux, le gouvernement guinéen ne consacre que 15% en moyenne aux secteurs sociaux. * (1)

- prépondérance du secteur minier
- faiblesse de l'industrie et de l'agriculture

Les mines procurent au pays 98 % des recettes d'exportation et 61 % du financement du budget national. Mais elles sont faiblement intégrées à l'économie et ne contribuent que très faiblement à la création d'activités en amont.

Bien qu'absorbant 3/4 de la main d'oeuvre et 80 % de la population, le secteur rural agricole croit à un taux inférieur au taux de croissance nationale.

La faiblesse de l'agriculture aggrave d'année en année le déficit alimentaire et nutritionnel et la dépendance du pays par rapport à l'extérieur.

Une des orientations fondamentales ici est de faire de l'agriculture et de la décentralisation les leviers du développement. C'est dans cette optique que la LPDA a été élaboré et est encours d'exécution.

* Source : 1 Bulletin de l'UNICEF sur l'analyse de la situation de l'enfant et de la mère en République de Guinée 1994.

1.4. Disponibilités alimentaires

La population agricole de la Guinée est estimée à 80 % de la population totale. Elle est essentiellement constituée d'agriculteurs et d'éleveurs dont les activités sont souvent effectuées par les mêmes producteurs.

La situation économique des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs est caractérisée par des revenus faibles résultant d'une productivité peu élevée ayant pour origine la dégradation des sols et des pâturages, l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles, les maladies végétales et animales. La faible technicité des producteurs limite également les actions d'intensification des productions.

1.4.1. Production alimentaire

A. Caractéristiques générales

L'agriculture guinéenne reste fortement traditionnelle, pluviale, itinérante et sur brûlis.

Les innovations (semences améliorées, vulgarisation agricole) ne couvrent encore qu'une partie du territoire national.

Les cultures pluviales emploient très peu d'intrants agricoles qui n'ont pas de réseau de distribution en dehors de certains projets agricoles. Les quantités consommées sont très faibles et de ce fait l'emploi des pesticides (hormis les risques encourus par la manipulation) ne présente pas à court terme de problèmes écologiques majeurs.

La dégradation des sols est très préoccupante. La déforestation (aujourd'hui 800.000 ha de forêt dense primaire pour 1.200.000 ha à la période coloniale) est le fait des pratiques culturales itinérantes sur brûlis, les coupes et les feux de brousse.

La consommation moyenne en bois (0,18 m^3 par personne et par an) prévoit un besoin à l'horizon l'an 2000 de 8.863.000 m^3.

Des mesures correctives de conservation des sols et d'aménagements forestiers ont été entreprises face à cette situation.

B. Production vivrière

a) Agriculture: La production agricole brute pour 1993 est estimée comme suit :

Riz	Paddy	532.000 T
Mais		85.000 T
Fonio	Paddy	80.000 T
Sorgho/Mil		25.000 T
Manioc		440.000 T
Arachide		115.000 T * (1)

b) Elévage: En 1993 le cheptel guinéen est ainsi constitué :

Bovins	1.663.300 Têtes
Ovins	451.900 Têtes
Caprins	554.300 Têtes
Porcins	29.900 Têtes * (2)

c) Pêche: La Guinée avec 300 Km de côte compte plus de 200 espèces de poissons dont 50 sont de grande importance commerciale. Les ressources exploitables sont estimées à plus de 200.000 T / an, sans compter les espèces peu consommées: céphalopodes (80.000 T), crevettes et autres crustacées (4.000 T). En 1992 la capture annuelle de poisson pourrait être estimée à 44.000 T pour l'ensemble de la pêche industrielle et 50.000 T pour la pêche artisanale. * (2)

1.4.2. Echanges commerciaux

A. Importations alimentaires

Les importations alimentaires augmentent de façon alarmante en raison d'une moindre compétitivité des produits locaux sur les marchés de consommation. Rien que pour l'année 1988, les importations alimentaires se sont élevées à 870.190 T sur 6.590.450 T d'importation globale dont 193.500 T de riz. La politique actuelle du Gouvernement vise à inverser la tendance, c'est à-dire réduire les importations au profit de la production nationale, soit moins de 50.000 T de riz et 2.000 T d'huile à l'horizon l'an 2000. D'autres denrées dont la production locale est limitée (sucre, huile végétale, tomate concentrée, farine, lait et sous- produits) sont d'importation obligatoire auxquels s'ajoutent les dons.

B. Exportations

Les exportations se limitent à celles des fruits frais ou transformés, du poisson frais ou congelé. Mais les frontières libres avec les pays voisins permettent le passage incontrôlé

* Sources : 1 Bulletin Service National des Statistiques Agricoles 1994
* : 2 DNE/MAEF Rapport statistique Novembre 1993

de fruits, légumes, animaux sur pied et la réexportation de certaines denrées importées, le riz principalement.

1.4.3. Aides alimentaires

La République de Guinée bénéficie de l'aide internationale. Le PAM appuie les programmes prioritaires du gouvernement tels que le développement rural à buts multiples: réhabilitation et entretien du réseau routier national, restauration et mise en place des ressources financières, assistance des programmes éducatifs et sociaux. Le pays bénéficie aussi de l'aide bilatérale telle que l'aide américaine (PL 480) dont les quantités sont variables d'une année à l'autre. A cela s'ajoute l'aide d'autres pays à l'occasion des catastrophes naturelles et de l'afflux des réfugiés.

1.4.4. Transformations et conservations

A. Les activités de transformation alimentaire

Les industries de transformation des produits agricoles ont un taux de croissance en baisse, dû à la concurrence des produits importés, l'étroitesse du marché intérieur, l'insuffisance des investissements, l'inexpérience des opérateurs privés. Toutefois, un schéma directeur d'industrialisation doit favoriser l'émergence et la création d'un tissu industriel rentable et compétitif.

B. Conservation

La conservation des récoltes en milieu rural reste traditionnelle et basée sur des méthodes de séchage, fumage et autres. Les pratiques modernes sont peu développées faute de moyens.

1.4.5. Protection des consommateurs

A. Législation

Il existe des textes de lois dans certains départements Ministériels. Il faut toutefois souligner qu'en matière de contrôle de qualité des aliments, un effort d'harmonisation et de coordination entre les différents opérateurs est indispensable.

B. Normalisation

En Guinée, il n'existe pas encore de normes définies. Cependant, un Institut de normalisation et de métrologie a été récemment créé au niveau du Ministère de l'Industrie et des PME. Il a pour charge de veiller à cette situation.

C. Contrôle des denrées alimentaires

La sécurité des produits alimentaires du point de vue qualité est une préoccupation pour les consommateurs. Mais pas pour les secteurs de la production et de la distribution en raison de l'insuffisance. La contamination chimique est presqu'inexistante du fait de l'utilisation rare des pesticides et des engrais chimiques.

1.4.6. Analyse de l'équilibre disponibilités /besoins alimentaires

A. Disponibilités/consommation des denrées végétales

Les denrées disponibles proviennent de la production nationale, de l'importation commerciale et de l'aide extérieure (dons). Elles couvrent surtout les besoins énergétiques (85-90 %) et sont essentiellement constituées par les céréales.

Cette disponibilité alimentaire tout comme la stabilité paraissent établies par les importations dans les grands centres commerciaux, mais l'insuffisance se fait toujours sentir grâce à une production faible (manque de technicité) et à une accessibilité très basse (revenus faibles, enclavement en zone rurale) de la population.

L'accroissement de la disponibilité nationale se fera à travers l'amélioration de la productivité et l'accroissement de la compétitivité plutôt qu'en terme d'accroissement physique de superficies.

B. Disponibilités/Consommation des denrées animales

En matière de viande, la production nationale, diminuée d'un faible courant d'exportation sur pied, couvre 95 % de la consommation nationale, ce qui est en soit très satisfaisant et doit être soutenu. Cette proportion n'est que de 80 % pour les produits laitiers dont la production nationale n'intervient pratiquement pas dans le ravitaillement du million de consommateurs de Conakry.

Calculé en tonnage d'équivalent viande, le taux de couverture des besoins en produits d'élevage s'établirait à environ 50 %. La consommation moyenne de viande et abats, toutes espèces confondues, établit pour 1990 à 6,5 Kg par an pour les 5.639.000 habitants estimés sur le territoire national. Pour le lait, cette consommation moyenne serait de 15,5 l.

Rappelons que ces consommations de produits d'élevage sont complétées par la consommation relativement faible de poissons et par celle de viande de chasse et de

produits animaux de cueillette, pour lesquels les estimations récentes ne sont pas disponibles, mais qui sont réputées très importantes dans les zones forestières en particulier.

La consommation de poisson estimée à 7,4 Kg/ tête / an en 1984 et à 13,29 Kg / tête/ an en 1992 s'améliore avec la nouvelle politique de pêche et de distribution de poissons frais à travers le pays. * (1)

C. Disponibilités au niveau des ménages

La situation de la disponibilité au niveau des ménages est peu connue sur le plan national. Toutefois, les résultats de l'enquête (ENCOMEC) réalisée en 1990-1991 pour la ville de Conakry montrent qu'un tiers de la population a une consommation journalière de 1642 Kcal/tête pour un revenu moyen de 13.699 FG par ménage et par mois.

Les mêmes résultats indiquent que 18 % des ménages de Conakry ne couvrent pas leurs besoins énergétiques. Cette proportion s'élève à 66 % chez les plus pauvres alors qu'elle n'est que de
2 % chez les plus riches.

1.4.7. Resumé

En resumé, la production nationale est encore certes insuffisante, mais des espoirs sont permis grâce à la politique nationale agricole et de pêche déjà en action et l'exécution correcte des programmes et projets des différents sous-secteurs du développement rural. Une politique nationale d'alimentation et de nutrition devra orienter cette politique agricole dans ses programmes et ses projets et, en même temps définir les rapports inter-sectoriels en matière d'alimentation/nutrition.

En vue de parvenir à un équilibre nutritionnel, des efforts devront être menés dans les prochaines années dans l'éducation des consommateurs. Il faudrait aussi inverser la tendance actuelle de privilégier le riz à toutes les céréales susceptibles d'être produits en Guinée (maïs; mil, sorgho, fonio), diversifier l'alimentation et raisonner beaucoup plus en terme de valeur nutritive que de préférence alimentaire.

Des recherches pourraient être menées en technique culinaire, de transformation et de conservation de nos céréales et tubercules en vue de faciliter leur acceptation par la population.

La promotion du petit élevage (aviculture, petits ruminants) privé dans les zones péri-urbaines et celui familial en milieu rural est un moyen sûr de couvrir les besoins alimentaires sans cesse croissants des populations.

* Source : 1 PADSE/ESIP 1991

En effet, tout programme d'alimentation et de nutrition en Guinée doit nécessairement s'appuyer sur la production au niveau de la petite paysannerie.

2. Problèmes alimentaires et nutritionnels

Les problèmes nutritionnels sont importants en Guinée. L'analyse de la situation effectuée dans le cadre des travaux préparatoires de la Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN) a permis de connaître ces problèmes ainsi que leurs causes.

Il convient de placer ces éléments dans un cadre conceptuel donné. Après une description des différentes manifestations nutritionnelles, leurs causes peuvent être classées en fonction de leur importance en:
- causes immédiates
- causes sous-jacentes
- causes fondamentales

2.1. Les problèmes nutritionnels

De rares informations sur la situation nutritionnelle et alimentaire de la population guinéenne étaient disponibles avant 1990.

Les récentes enquêtes épidémiologiques (ENCOMEC, ENAMOG, PADSE; enquêtes sur le goitre endémique) et les données des consultations médicales (BEPR) indiquent les situations suivantes:

- Plus d'un enfant sur dix souffre de maigreur (malnutrition aiguë) et un enfant sur trois est atteint de retard de croissance en zone rurale (malnutrition chronique)

- Plus de 2 mères sur dix en zone rurale présentent des risques de carence chronique en énergie en Moyenne Guinée

- Une prévalence moyenne de 70 à 75 % de troubles dus à la carence en iode avec un taux de crétinisme atteignant 2 % a été retrouvée en Moyenne Guinée, Haute Guinée et en Guinée Forestière. En Basse Guinée on note une prévalence de 40% .

- L'anémie nutritionnelle est un problème très répandu dans le pays, en particulier chez les femmes en âge de procréer. Des prévalences (basées sur des données cliniques) de 60 à 70 % ont été reportées chez les femmes enceintes

- Malgré l'absence d'études épidémiologiques, des cas de troubles de la vision crépusculaire ont été signalés dans la partie Nord-Est et Nord-Ouest du pays, dénotant ainsi l'existence d'une carence en vitamine A dans cette partie.

L'ensemble de ces problèmes témoigne d'une situation préoccupante de Santé Publique.

Il faut noter qu'il n y a pas de programme national de surveillance alimentaire et nutritionnelle. Cependant, il existe des activités ponctuelles isolées comme la surveillance nutritionnelle à assise communautaire en expérimentation en Moyenne Guinée, la surveillance de la croissance des enfants dans les centres de santé, la chimioprophylaxie au fer-acide folique chez les femmes enceintes dans les centres de santé et l'existence d'un programme national de lutte contre les troubles dus à la carence en iode.

2.2. Les causes

2.2.1 Les causes immédiates

A. Apport alimentaire inadéquat

Selon une étude effectuée à Conakry, certains individus ne consomment que 1642 Kcal/jour/2100. Cette situation qui concerne les plus pauvres peut être similaire ou plus grave dans d'autres régions de la Guinée malgré l'inexistence de données nationales. * (1)

B. Maladies

Certaines pathologies aggravent la situation nutritionnelle:

- La diarrhée qui constitue 16,6 % des consultations médicales et les affections des voies respiratoires sont très meurtrières pour les enfants de 0 à 5 ans;

- Les infestations parasitaires: le paludisme, les helminthiases et la bilharziose;

- la rougeole

- le SIDA et la tuberculose * (2)

* Sources : 1 ENCOMEC ENQUETE DE CONSOMMATION AUPRES DES MENAGES DE CONAKRY 1989 - 1990.
: 2 MS Annuaire statistique 1991

2.2.2. Les causes sous-jacentes

A. Insécurité alimentaire des ménages

- Il existe un déficit alimentaire de la production vivrière et animale au niveau national (en 1989, 17 % des besoins énergétiques étaient couverts par les céréales importées).

- Le pourcentage des ménages à risque d'insécurité n'est pas connu, mais ENCOMEC a montré que 18 % des ménages de Conakry ne couvrent pas leurs besoins énergétiques, les chiffres atteignant 66 % chez les plus pauvres.

- A Conakry, 37 % d'individus ont un revenu mensuel inférieur à 20.800 FG, somme retenue comme seuil de pauvreté

- Il y a une absence de promotion des produits locaux et une insuffisance de technologies appropriées de conservation et de transformation.

- Les ménages ont un faible niveau économique du fait de leur bas revenu: PNB/habitant = 440 $ en 1992.

B. Soins inadéquats

Beaucoup de causes relèvent de pratiques et de comportements inadéquats:

- la mauvaise conduite de l'allaitement maternel; la proportion de mères qui allaitent leurs enfants au sein régresse: 60 % à Conakry et 75 % en Moyenne Guinée;

- des mauvaises pratiques alimentaires, notamment au cours du sevrage;

- l'absence de diversification alimentaire correcte;

- la prise des repas par groupe pour les enfants d'âges différents lèse les plus jeunes aux plans quantitatifs et qualitatifs;

- l'attribution des meilleures parties du repas (protéines, matières grasses) au père de famille crée des nuisances par excès pour ce dernier et surtout par manque pour les autres membres.

C. Santé et hygiène du milieu inadéquats

- L'état de santé des mères est caractérisé par une proportion élevée de mères maigres et une mortalité maternelle élevée à 9 pour mille;

- La proportion des petits poids de naissance varie de 18 à 25 % des enfants vivants;

- Le taux de mortalité infantile est de 148 pour mille et celui de la mortalité juvénile de 34,6 pour mille;

- Il existe une pollution de l'environnement par l'homme et le développement industriel, un manque d'hygiène, une insuffisance d'apport d'eau potable.

2.2.3. Les causes fondamentales
Elles regroupent:

- la faiblesse de l'agriculture: exploitation de petite taille en économie de subsistance, absence d'intrants et de technologies appropriées, aléas climatiques dans certaines régions, dégradation de l'environnement physique et apauvrisement des sols;

- les ressources réduites du gouvernement qui limitent la mise en oeuvre des politiques et le développement des infrastructures;

- des problèmes en rapport avec les ressources et le processus de décision au sein des ménages;

- Le budget alloué au secteur Santé est très faible: 5,4% en 1992, 3,8% en 1993 et 4,5% en 1994. Ce budget ne couvre que le fonctionnement. * (1)

- le taux d'analphabétisme élevé (74 %) et celui de scolarisation faible (34 %), notamment en ce qui concerne la couche féminine; entre 5 et 14 ans: 50-58 % des filles contre 68-82 des garçons sont scolarisés;

- des problèmes démographiques avec un rythme de croissance assez rapide (taux brut de croissance de la population estimé à 2,8 %); l'afflux des immigrés en Guinée Forestière augmente d'avantage la demande alimentaire;

- des interdits alimentaires qui limitent généralement la consommation des aliments protéiques (viande, poisson etc...), surtout au niveau des groupes particuliers que sont les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes; d'autres interdits ont un caractère religieux (viande de porc pour l'islam) ou totémique (spécifique pour un aliment donné);

- l'absence de programme national en matière d'éducation nutritionnelle;

- le manque de programme de nutrition au niveau des écoles.

* Source : 1 UNICEF la situation de l'enfant et de la mère en Guinée 1994

- le faible niveau technique des encadreurs.

3. Politiques en cours d'application offrant des opportunités pour l'alimentation et la nutrition

3.1. La LDPA

La Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA), basée sur la décentralisation et orientée vers une option libérale fait du secteur agricole l'axe central du développement économique. Elle inclut un programme de sécurité alimentaire et comporte aussi un volet de développement des voies de communication (pistes rurales). Elle peut être complétée par l'introduction d'activités nutritionnelles à assise communautaire.

En matière d'eau potable, la LPDA comporte un service national d'aménagement des points d'eau.

3.2. Le PEV/SSP/ME

La politique de santé fait porter la priorité sur la prévention et la promotion, notamment pour les populations rurales et les couches vulnérables. Il existe un programme élargi de vaccination, soins de santé primaires, Médicaments essentiels (PEV/SSP/ME). Des activités de nutrition à assise communautaire pourraient être introduites dans ce programme. Il existe aussi un programme de lutte contre les maladies diarrhéiques.

Enfin, une politique nationale d'IEC a été élaboré récemment.

3.3 Le PASE

Le Programme d'Ajustement Sectoriel de l'Education (PASE) prend en charge la lutte contre l'analphabétisme, notamment par le développement de l'éducation de base. Un accent particulier mis sur les femmes contribuerait notablement à l'amélioration des conditions alimentaires et nutritionnelles des ménages.

3.4. La Politique Nationale de Population

La politique de population vise à réduire la mortalité, à porter le taux de natalité à un niveau acceptable et à maîtriser les migrations et le processus d'urbanisation.

Outre leur finalité démographique, tous ces objectifs peuvent contribuer fortement à l'atténuation des problèmes nutritionnels.

3.5. Aspects socio-économiques

Dans le contexte du programme d'ajustement structurel, le gouvernement a mis en place un volet dimension sociale: le Programme d'Appui au Développement Socio-Economique (PADSE).

II. POLITIQUE NATIONALE D'ALIMENTATION ET NUTRITION :

En fonction de l'analyse de la situation des problèmes nutritionnels et de leurs causes, un certain nombre d'objectifs ont été fixés:

1. Objectifs :

1.1. Objectifs Généraux

1.1.1 - Améliorer l'état nutritionnel des populations en général et celui des groupes vulnérables en particulier

1.1.2 - Améliorer l'alimentation des populations

1.2. Objectifs spécifiques

1.2.1 - Assurer la sécurité alimentaire des ménages (Disponibilité et accessibilité aux aliments de plus de 50% de la population d'ici l'an 2000).

1.2.2 - Promouvoir la production et la consommation des aliments locaux par les communautés

1.2.3. - Amener un changement d'attitude notamment chez le personnel de santé d'une part et d'habitude alimentaire de la population d'autre part

1.2.4. - Réduire de moitié le taux des malnutritions aiguë et chronique chez les enfants de moins de cinq ans d'ici l'an 2000

1.2.5. - Eliminer les troubles dus à la carence en iode (TDCI) d'ici l'an 2000

1.2.6. - Réduire de moitié le taux d'anémie chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans d'ici l' an 2000

1.2.7. - Eliminer la prévalence de la carence en vitamine A dans les zones à risque et adapter des mesures d'intervention au cas échéant

1.2.8. - Responsabiliser les communautés dans l'appréciation, l'analyse et la résolution de leurs problèmes nutritionnels.

1.2.9. - Porter assistance aux personnes du troisième âge et aux handicapés

1.2.10 - Préserver l'état nutritionnel des populations pendant le rétablissement des grands équilibres macro-économiques

2. Stratégies

1. - Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages

2. - Promotion de la qualité des aliments

3. - Intégration dans les politiques et programmes de développement des objectifs d'ordre nutritionnel

4. - Formation, information, éducation et sensibilisation des intervenants en alimentation et nutrition

5. - Promotion de l'allaitement maternel et du sevrage correct

6. - Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionel

7. - Lutte contre les carences en micro-nutriments

8. - Mise en place d'un Comité Technique d'Evaluation et de Suivi des problèmes nutritionnels

3. PLAN D'ACTION

3.1. Synthèse des activités

Le tableau synthétique qui suit résume l'essentiel des activités à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés et correspondant aux différentes stratégies.

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
1.Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages	1. Réalisation des enquêtes de consommation dans les régions du pays (exploitation des résultats d'enquête des ménages)	MS, MAEF MPC, MIS, MF	INSE, PADSE
	2. Assistance matérielle et technique aux petits exploitants agricoles, notamment les groupements	MAEF, MPC MF, MPFE	Institutions, ONG, MAEF, MCIPME
	3. Création d'activités génératrices de revenus	Secteur public et privé	Communautés, différents ministères BCRG, ONG, Institutions, PIMPE
	4. Accès au crédit et création de banques de développement	MAEF MP,MF, MCIPME, BCRG	Commerce, MP, MF Chambre de commerce DNTP,
	5. Contrôle des prix en vue de faciliter l'accès aux denrées alimentaires	MCIPME, Chambre de commerce	
	6. Amélioration de la commercialisation des denrées alimentaires	MAEF, MTP, HCI, MCIPME	DNC, DNE, DNA

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
2. Promotion du contrôle de qualité des aliments	1. Harmonisation et coordination des activités de contrôle de qualité des aliments. Elle se chargera à travers ses unités techniques de: - L'élaboration des lois et règlements sur le contrôle de la qualité; - L'élaboration des normes dans le domaine agro-alimentaire	MS, MAEF, MCIPME	MAEF, MS, MCIPME
	2. Equipement de 2 Laboratoires pour des analyses et le contrôle de qualité	MAEF, MS	Lab. vétérinaire, Lab. national de Santé Publique
	3. Contrôle de l'utilisation des pesticides, des engrais chimiques, des médicaments vétérinaires et autres produits chimiques	MAEF, MS, MCIPME	MAEF, MCIPME MIS, MS
	4. Application stricte des normes nationales et internationales	MAEF, MS, MCIPME	MCIPME, Populations, MIS, MS
	5. Amélioration des méthodes traditionnelles de conservation des aliments	MCIPME, MS	MCIPME, MAEF, MS, MIS, CCIAG
	6. Contrôle des contaminants et des intoxications alimentaires	MS, MAEF, MCIPME	MS, MAEF, Communautés LANAM

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
3. Intégration dans les programmes et politiques d'objectifs d'ordre nutritionnel	1. Introduction d'un volet nutritionnel dans les différents programmes en cours dans le cadre de la LPDA, de la démographie, l'éducation et l'environnement, de l'aménagement du territoire, du commerce et des transports, de la communication, du plan et des finances et de l'industrie, et du MPFE	Tous les départem. Ministé-riels	Tous les départements Ministériels

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
4. Formation, Information, Education, Sensibilisation des intervenants en alimentation et nutrition	1. Identification des besoins de formation et d'IEC	Comité Technique	MPC,MF, MS MAEF, MIS, HCI, MCIPME, MEE, MEPUPF, MESRSC, MJ Université MPFE
	2. Elaboration d'un programme national de formation-IEC	Comité Technique	Comme pour 1
	3. Formation des formateurs en Nutrition-IEC	Comité Technique	Comme pour 1
	4. Intégration du volet nutritionnel dans les programmes de formation des écoles primaires, secondaires, professionnelles et universitaires	MESRSC, MEPUFP, MAEF	Comme pour 1
	5. Formation des formateurs et agents de terrain en technique de surveillance de la croissance à assise communautaire	MS, MIS	MAEF, MS, MIS, HCI, MEPUFP, MESRSC
	6. Formation des producteurs et consommateurs aux techniques de culture, stockage, conservation, transformation, gestion et marketing des aliments	MAEF, MCIPME	Comme pour 5
	7. Séminaire de sensibilisation des intervenants	MIS, MS, MAEF	Comme pour 1
	8. Communication sociale en faveur de la diversification alimentaire et les modes de vie sains	MS, MAEF, MPFE, HCI	Comme pour 1

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
4.	9. Communication sociale en faveur des bonnes pratiques de sevrage (Appui à la stratégie 4)	MS, HCI MEPFE, MEPUFE, MESRSC	Agents de santé, Animateurs ruraux, ONG, Institutions
	10. Promotion des programmes d'épargne par les groupements féminins et les jeunes	MPFE, MJAS	MPC, MIS
	11. Communication sociale en nutrition en faveur de la production et la consommation des aliments locaux riches en micronutriments (Vit A, Fer)	MS	MAEF, MS
	12. Information et Education des vendeurs d'aliments sur la voie publique, les restaurateurs, les industriels et les consommateurs sur l'hygiène et la valeur nutritive des aliments	MS, MAEF, MCIPME, MIS	MCIPME, MAEF, MS, MIS
	13. Information des populations pour la création des associations de consommateurs	MIS	MIS, ONG, HCI
	14. Marketing du sel iodé	MS	MCIPME, MS, HCI
	15. Mise en place d'activités de surveillance nutritionnelle à assise communautaire	MS	MIS, MAEF, MEPUFP, MESRSC ONG

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
5.Promotion allaitement maternel et du sevrage correcte	1. Réalisation d'une enquête CAP	MS	MS,
	2. Elaboration d'une politique Nationale pour la promotion de l'allaitement maternel	MS, MPFE	ONG, Instit. MS
	3. Formation continue du personnel de santé et autres agents du développement en allaitement maternel	MS	MS, Education
	4. Communication sociale en faveur de l'allaitement maternel et de bonnes pratiques de sevrage en se basant sur les aliments locaux disponibles	MS, MPFE, MIS	MS, HCI
	5. Communication sociale en faveur de l'allaitement maternel et de l'alimentation continue pendant les maladies diarrhéiques	MS	MS, HCI
	6. Sensibilisation des populations pour la création et le renforcement des groupes de soutien à l'allaitement maternel	MS, MPFE	MS, HCI, MIS, ONG, Commu-nautés
	7. Aménagement des conditions de travail pour les femmes allaitantes	Justice MFPAS	Justice MPFE, MFPAS
	8. Législation sur la commercialisation des substituts du lait maternel	Justice MS	Justice MS, MCIPME

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
6. Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan économique vulnérables sur le plan nutritionnel	1. Identification des personnes défavorisées sur le plan socio-économique	MASTE MIS, MPC,MF, HCR	MASTE,MIS MPC,MF
	2. Création des PME pour des micro-réalisations productives en milieu rural et urbain	MCIPME, MP,MF, MAEF, MIS	Commu-nautés Institutions MAEF,
	3. Création de nombreuses lignes de crédit	MPC, MF MAEF	Institutions , ONG,
	4. Transfert de technologie pour la production et la transformation des aliments de base par région naturelle, en particulier d'aliments infantiles enrichis à prix abordable	MCIPME, MAEF, MS MIS	Animateurs ruraux, agents de santé, ONG, population et institutions
	5. Réinsertion sociale des handicapés	MASTE, MPC, MF, MCIPME, MIS	MIS, ONG, Institutions Communautés
	6. Distribution rationnelle de l'aide alimentaire aux populations sinistrées et aux groupes vulnérables du point de vue alimentaire et nutritionnelle	Institut ions, MASTE, MPC, MF, MIS	Comme pour 5

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
7. Lutte contre les carences en micronutriments			
- Carence en vitamine A	1. Enquête de prévalence sur la carence en vitamine A	MS	DAN, INSE
	2. Distribution de capsules de vitamine A dans les zones d'endémie à court terme	MS, MIS	DAN,CS, Communautés
	3. Production et consommation des aliments riches en vitamine A à moyen et long terme	MAEF, MS, MIS	MAEF, Communautés
- Carence en Iode	4. Distribution des capsules iodées aux populations	MS	DAN, CS, PEV/SSP/ME
	5. Etude de faisabilité de l'iodation de l'eau	MS	DAN
	6. Elaboration d'une législation sur l'iodation du sel et contrôle permanent de la stabilité du titre	Justice MS	MS, MAEF, MCIPME, Justice
	7. Iodation du sel	MCIPME MS	MS, MIS, CCIAG, MCIPME
	8. Renforcement du programme de supplémentation en fer et son extension aux enfants de moins de cinq ans à travers le PEV/SSP/ME	MS	CS,communautés
- Carence en fer	9. Recensement, production et consommation des aliments locaux riches en fer	MESRSC, MAEF, MS	MS, Educat MAEf
	10. Enquête sur les anemies nutritionnelles dans 4 R/N	MS	DAN, PEV/SSP/ME
	10. Evaluation de l'impact de la chimioprophylaxie au FAF des femmes enceintes	MS	MS, PEV/SSP/ME

STRATEGIES	ACTIVITES	TUTELLE	ACTEURS
8. Mise en place d'un comité technique d'évaluation, d'analyse et de suivi des problèmes nutritionnels	1. Création et opérationnalisation d'un comité technique inter-sectoriel	MF	MPC, MF, MS, MAEF, MIS, HCI, MCIPME, MEE, MEPUPF, MESRSC, Université
	2. Définition des indicateurs de suivi	CT	comme pour 1
	3. Mise en place d'un système d'information sur la nutrition y compris un système national d'alerte précoce	Comité technique	Tous les Ministères concernés
	4. Evaluation des différents programmes	Comité Technique	Comme pour 1
	5. Recherches opérationnelles	Comité technique	Tous les secteurs concernés

3.2. Définition des projets
Les différents projets envisagés sont regroupés par programme qui correspondent aux stratégies identifiées.

1. Stratégie 1. Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages
Projet 1: Assistance aux ménages pauvres
Projet 2: Amélioration de la commercialisation des aliments

2. Stratégie 2. Promotion de la qualité des aliments
Projet 3: Amélioration du contrôle de qualité
Projet 4: Amélioration des méthodes traditionnelles de conservation des aliments

3. Stratégie 3. Intégration dans les politiques et programmes de devéloppement des objectifs d'ordre nutritionnel (cf programmes existants)

4. Stratégie 4. Formation, information, éducation, sensibilisation des intervenants
Projet 5: IEC
Projet 6: Mise en place d'activités de surveillance nutritionnelle à assise communautaire

5. Stratégie 5. Promotion de l'allaitement maternel et du sevrage correct
Projet 7: Promotion de l'allaitement maternel et du sevrage correct
Projet 8: Transfert de technologie pour la production et la transformation d'aliments infantiles à prix abordable

6. Stratégie 6. Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan économique et vulnérables sur le plan nutritionnel
Projet 9: Interventions ponctuelles en faveur des personnes sinistrées
Projet 10: Réinsertion sociale des handicapés
Projet 11: Actions en faveur des personnes du 3e âge

7. Stratégie 7. Lutte contre les carences en micronutriments
Projet 12: Lutte contre la carence en vitamine A
Projet 13. Lutte contre la carence en iode
Projet 14. Lutte contre la carence en fer

8. Stratégie 8. Mise en place d'un comité technique d'évaluation, d'analyse et de suivi
Projet 15: Mise en place d'un dispositif d'évaluation, d'analyse et de suivi

FICHE DESCRIPTIVE DE PROJET

Chaque projet sera développé suivant le canevas ci-après:

1. Stratégie
2. Projet
3. Objectifs opérationnels
4. Activités
5. Responsabilités institutionnelles
6. Acteurs
7. Conditions préalables
8. Activités déjà en cours ou prévues
9. Activités à accomplir
10. Lieu
11. Groupes cibles
12. Description qualitative
13. Description quantitative
14. Période
15. Monitorage, suivi et évaluation
16. Budget

FICHE 1

1. Stratégie 1: Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages

2. Projet 1: Assistance aux ménages pauvres

3. Objectifs opérationnels

- Augmenter les ressources financières et matérielles des ménages pauvres pour couvrir leur besoins alimentaires

4. Activités
- Réalisation des enquêtes de consommation
- Assistance technique et matérielle aux petits exploitants agricoles, notamment aux groupements
- Création d'activités génératrices de revenus
- Accès au crédit et création de banque de développement

5 . Responsabilités institutionnelles: MPC, MAEF, MCIPME, MIS

6. Acteurs: MPC, MF, MIS, MAEF, MCIPME, opérateurs économiques

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités en cours ou prévues
PADSE, crédit mutuel, crédit rural, centre pilote de fabrication de petits outillages agricoles à Mamou et à Kindia, vulgarisation agricole, groupements de producteurs et d'artisans

9. Activités à accomplir

1. Exploitation des données des enquêtes en vue d'identifier les ménages pauvres
2. Identification d'activités génératrices de revenu en fonction des opportunités locales
3. Création d'activités génératrices de revenu en fonction des opportunités locales
4. Extension des crédits mutuel et rural et ajustement des montants selon le besoins
5. Extension du programme de vulgarisation agricole

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Ménages pauvres en milieux rural et urbain

12. Description qualitative des activités
1. Exploitation des données des enquêtes en vue de d'identifier les ménages pauvres
   a) Identification des institutions ayant réalisé les enquêtes sur la consommation
   b) Etablissement du partenariat avec les institutions d'enquête
   c) Exploitation des résultats

2. Création d'activités génératrices de revenu en fonction des opportunités locales

a) Sensibilisation des populations
b) Recensement d'activités existant par localité
c) Création de nouvelles activités
d) Création de groupements et de coopératives autour d'activités génératrices de revenu
e) Requête de financement
f) Lancement des opérations et suivi

3. Extension des crédits mutuel et rural ajustement des montants

a) Sensibilisation des populations
b) Implantation des crédits mutuel et rural dans les préfectures non couvertes par ces institutions
c) Adéquation des montants selon les besoins

4. Extension du programme de vulgarisation
(Voir PNVA)

13. **Période**: 5 ans

14. **Monitorage, suivi et évaluation**

1. Indicateurs de suivi

- Disponibilité des résultats d'enquête
- Nombre de ménages pauvres par région
- Nombre d'activités génératrices créées en fonction des opportunités locales
- Nombre de groupements et de coopératives créés
- Nombre de structures fonctionnelles en matière de crédit
- Taux de recouvrement
- Respect des échéances
- Adoption des nouvelles techniques par les producteurs
- Nombre de groupements ayant accès au crédit
- Diminution de la prévalence de la malnutrition

2. Périodicité: Tous les 6 mois

FICHE 2

1. Stratégie 1: Amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages

2. Projet 2: Amélioration de la commercialisation des produits alimentaires

3. Objectifs opérationnels :

- Assurer la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires aux ménages et individus

4. Activités

- Désenclavement des zones de production
- Augmentation de la production alimentaire
- Organisation de la commercialisation et mise en place d'une politique de prix

5. Responsabilités institutionnelles: MAEF, MCIPME

6. Acteurs: MAEF, MCIPME, CCIAG, MPC, MF, MT

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités déjà en cours ou prévues

- Projet national d'infrastructure rurale (PNIR)
- Projet routier national
- Lettre de politique pour le développement agricole (LPDA)
- Texte de politique de prix au MCIPME

9. Activités à accomplir

- Poursuite des activités de désenclavement des zones de production
- Organisation de la commercialisation

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Producteurs, Collecteurs, Commerçants

12. Description qualitative

a) Désenclavement des zones de production
- Construction de pistes rurales
- Construction d'ouvrages

b) Organisation de la commercialisation
- Sensibilisation
- Création de groupements

- Formation
- Etablissement de liens entre producteurs et collecteurs
- Etablissement de liens entre collecteurs et commerçants distributeurs
- Organisation du relevé de prix
- Elaboration d'une législation des prix
- Redynamisation des services statistiques
- Mise en place de banque de vivres

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, Suivi et évaluation

Indicateurs
- Nombre de zones de production désenclavées
- Longueur des pistes rurales construites
- Nombre d'ouvrages réalisés
- Nombre de coopératives et de groupements formés
- Nombre de banques de vivres mises en place et la quantité de produits
- Evolution des chiffres de production
- Evolution des prix
- Respect de la législation

Périodicité:
- Suivi annuel de la production
- Relevé trimestriel des prix

FICHE 3

1. Stratégie 2: Promotion de la qualité des aliments

2. Projet 3: Amélioration du contrôle de qualité

3. Objectifs opérationnels:

a. Protéger les consommateurs contre les contaminations et les intoxications alimentaires

b. Promouvoir la qualité des produits alimentaires d'exportation

4. Activités

a. Harmonisation et coordination des activités de contrôle de qualité des aliments
b. Elaboration des lois et règlements sur le contrôle de qualité
c. Elaboration des normes dans le domaine agro-alimentaire
d. Redéfinition des attributions des départements impliqués dans le contrôle de qualité des aliments en vue d'une harmonisation
e. Equipement de deux laboratoires pour les analyses et le contrôle des aliments
f. Contrôle de l'utilisation des pesticides, des engrais chimiques, des médicaments vétérinaires et autres produits chimiques
g. Application stricte des normes nationales et internationales
h. Contrôle des contaminants et des intoxications alimentaires.

5. Responsabilités institutionnelles: MAEF

6. Acteurs: MAEF, MS, MCIPME, MIS, CCIAG, MEE, ONG impliquées

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités en cours ou prévues:

a. Mise en place d'un comité technique d'élaboration des normes dans le domaine agro-alimentaire
b. Elaboration d'une réglementation sur l'utilisation des aliments médicamenteux et additifs dans le cadre de l'élevage et de l'agro-industrie
c. Mise en place du conseil national de consommation

9. Activités à accomplir:
a. Mise en place effective du conseil national de consommation
b. Redynamisation de l'INM

c. Harmonisation et coordination des activités de contrôle de qualité des aliments
d. Elaboration et mise en application des lois et règlement sur le contrôle de qualité
e. Elaboration et application stricte des normes nationales et internationales

f. Réorganisation des structures de contrôle de qualité des aliments et de celles de détection des contaminants et intoxications alimentaires
g. Equipement de deux laboratoires pour des analyses et le contrôle de qualité des aliments

h. Promotion de la création des organisations de consommateurs
i. Contrôle de l'utilisation des pesticides, des engrais chimiques, des médicaments vétérinaires et autres produits chimiques.

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Toute la population

12. Description qualitative
a. Mise en place du conseil national de consommation
- Identification des personnes ressources
- Promulgation des actes officiels créant cette structure et désignant ses membres
- Installation de la structure
- Recueil des informations sur le système actuel de contrôle
- Analyse de la situation de contrôle de qualité
- Elaboration des lois sur le contrôle de qualité
- Harmonisation et coordination du système de contrôle de qualité et des normes alimentaires

b. Elaboration des normes
- Voyages d'études pour recueil d'information
- Formation des membres du comité technique d'élaboration des normes (Consultant formateur)
- Exploitation des normes du codex alimentarius
- Mise au point et adoption des normes nationales
- Mise en application effective des normes adoptées
- Suivi et évaluation de l'application effective des normes
- Réactualisation de ces normes suivant l'évolution du développement économique, culturel et social

c. Elaboration des lois (voir normes)
- Consultations (nationale et internationale)
- Mise au point et adoption des lois
- Mise en application et suivi de l'application des lois

d. Equipement de deux laboratoires pour le contrôle de qualité des aliments
- Recensement de l'équipement disponible
- Identification, évaluation et commande du matériel nécessaire
- Qualification du personnel des deux laboratoires (formation sur sites ou stages)
e. Réorganisation des structures de contrôle de qualité des aliments et de celles de détection des contaminants et intoxications alimentaires
- Recensement des structures déjà existantes
- Analyse des attributions de chaque structure
- Détermination du niveau de responsabilité de chaque structure

- Coordination des activités des différentes structures
- Décentralisation des structures
- Evaluation et suivi des activités par la structure centrale
- Qualification des agents chargés du contrôle et des normes par une formation appropriée
- Equipement des services décentralisés
- Sensibilisation du personnel de santé sur les problèmes de contaminants et d'intoxications alimentaires
- Responsabilisation de la cellule de statistiques sur les cas de contaminants et d'intoxications
- Fourniture de rapports périodiques (trimestriels) à la structure centrale de coordination

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs
- Existence du conseil national de consommation
- Existence de normes nationales
- Existence de législation harmonisée
- Nombre de structures de contrôle de qualité réorganisées et celles de détection de contaminants et d'intoxication alimentaire
- Equipement effectif de deux laboratoires
- Respect des lois et normes

Périodicité: Tous les 6 mois

PROJET 3 : AMELIORATION DU CONTROLE DE QUALITE DES ALIMENTS

En Milliers USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Equipement															
– Equipement labo contrôle	Conakry	Forfait	60000	2						120					120
– Equipement Informatique	Conakry	Kit	12000		2						24				24
Véhicule															
– Labo1 4x4	Conakry	Piéce	25000		1						25				25
– Labo2 4x4	Conakry	Piéce	25000		1						25				25
– Motos	TTG	Piéce	2500	38						95					95
FORMATION															
Locale															
– Séminaire contrôle qualité (70 personnes pendant 5 jours)	2 R.N	H/j	17,5	350							6,125				6,125
– Séminaire contrôle qualité (24 personnes pendant 5 jours)	Conakry	H/j	32		120						3,84				3,84
– Séminaire Adoption et diffusion normes (60 personnes pendant 5 jours)	Conakry	H/j	32		300						9,6				9,6
– Séminaire Adoption des lois (60 personnes pendant 5 jours)	Conakry	H/j	32		300						9,6				9,6
Extérieure															
– Stage 2 cadres des labo (2 pers./4 mois)	Europe	H/mois	6000	8						24					24
– Voyage d'études (2 personnes/15jours)	Afrique	H/mois	4000	1						4					4
MATERIELS															
– Matériels prélèvement et analyse sur le terrain	TTG	Forfait	3000		38		38				114		114		228
ASSISTANCE TECHNIQUE															
– Consultant local (1 pers/1mois) lois	Conakry	H/mois	1350	1						1,35					1,35
– Consultant international (2 pers./1mois) normes	Conakry	H/mois	22500	2						45					45
S/total															620,515
II. COUTS RECURRENTS															
– Entretien équipement labo	Conakry	5% P.A	3000	1	1	1	1	1		3	3	3	3	3	15
– Consommables Informatique	Conakry	Forfait	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,125
– Carburant/maintenance véhicule	Conakry	1000 km	225	60	60	60	60	60		13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	67,5
– Carburant/maintenance Motos	Conakry	1000 km	100	380	380	380	380	380		38	38	38	38	38	190
Supervision	TTG		2250	2	2	2	2	2		4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	22,5
S/total															296,125
TOTAL										348,575	276,39	59,225	173,22	59,225	916,64

FICHE 4

1. Stratégie 2: Promotion de la qualité des aliments

2. Projet 4: Amélioration des méthodes traditionnelles de conservation des aliments

3. Objectifs opérationnels:

- Assurer la sécurité alimentaire au niveau des ménages

4. Activités

a) Enquête sur les méthodes traditionnelles de conservation des aliments par région naturelle et par groupe d'aliments
b) Recherche pour l'amélioration des procédés locaux de conservation des aliments par région naturelle et par groupe d'aliments
c) Vulgarisation des procédés améliorés de conservation des aliments
d) Mise en pratique des procédés améliorés de conservation des aliments locaux par région naturelle et par groupe d'aliments

5. Responsabilités institutionnelles: MCIPME, MAEF

6. Acteurs: MCIPME, MAEF, MIS, CCIAG, MS, MEPUFP, MESRS

7. Conditions préalables: Volonté politique, adhésion des groupes cibles

8. Activités prévues ou en cours:
- Centre de promotion agricole et de technologies adaptées (CPATA)
- Centre de fumage de poisson de Bonfi et de Dixinn et - CFAG Boulbinet
- APEK Kindia
- Enquête sur les technologies endogènes (F.R.E.B.E.R.T.H.)

9. Activités à accomplir

a) Réalisation des enquêtes sur les méthodes traditionnelles de conservation des aliments par région naturelle et par groupe d'aliments
b) Recherche sur les améliorations possibles de procédés locaux de conservation des aliments par région naturelle et par groupe d'aliments
c) Vulgarisation des procédés améliorés
d) Mise en pratique des procédés améliorés

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Communautés et ménages

12. Description qualitative

a) Réalisation des enquêtes sur les méthodes traditionnelles de conservation des aliments par région naturelle et par groupe d'aliments
- Mobilisation des fonds
- Elaboration des fiches d'enquêtes
- Sensibilisation des autorités et de la population
- Test et correction des fiches
- Reproduction des fiches
- Acquisition du matériel
- Réalisation des enquêtes
- Analyse et exploitation des données
- Identification des besoins

b) Recherche sur les améliorations possibles des technologies locales de conservation des aliments
- Exploitation judicieuse des données de l'enquête
- Echange d'expériences à travers les voyages d'études

c) Vulgarisation des technologies améliorées de conservation
- Communication sociale en faveur des technologies améliorées
- Formation en technologies améliorées
- Vulgarisation des infrastructures et du matériel approprié
- Encadrement des exploitants

d) Mise en place de technologies améliorées de conservation des aliments
- Test sur le terrain des technologies améliorées
- Correction

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs;
- Disponibilité des résultats des enquêtes
- Nombre de technologies améliorées par région naturelle et par groupe d'aliments
- Nombre de nouvelles technologies acquises
- Nombre d'unités encadrées

Périodicité: Une fois par an

PROJET 4 : AMELIORATION DES METHODES TRADITIONNELLES DE CONSERVATION DES ALIMENTS

En Milliers USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
a) – Mobilier/Equipement															
– Mobilier de bureau	Conakry	Kit	6625	1						6,625					6,625
– Equipement informatique	Conakry	Kit	10500	1						10,5					10,5
b) – Véhicule 4x4	Conakry	Pièce	40000	1						40					40
c) – FORMATION															
locale															
– 4 Superviseurs	Conakry	H/j	32	40						1,28					1,28
– 20 enquêteurs	Rég. Nat.	H/j	17,5		200						3,5				3,5
Extérieure															
– Voyages d'études	Afrique	H/mois	3500			2	2	2				7	7	7	21
d) Etudes et Recherches															
* Enquête sur les méthodes traditionnelles de conservation des aliments	Rég. Nat.	H/j													
– Superviseurs	Rég. Nat.	H/j	20	120						2,4					2,4
– Enquêteurs	Rég. Nat.	H/j	15	2,4						36					36
– Chauffeur	Rég. Nat.	H/j	10	120						1,2					1,2
– Consultant national	Rég. Nat.	H/j	1350	6						4,05	4,05				8,1
S/Total															130,605
II. COUTS RECURRENTS															
– Carburant et Entretien (véhicule)	T. Pays	1000 km	225	30	30	30	30	30		6,75	6,75	6,75	6,75	6,75	33,75
– Consommables informatique	Conakry	Forfait	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,125
– Consommables bureautique	Conakry	Forfait	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	5
– Entretien équipement	Conakry	Forfait 5%	525	1	1	1	1	1		0,525	0,525	0,525	0,525	0,525	2,625
– Supervision	Rég. Nat.	H/j	20			480	480	480				9,6	9,6	9,6	28,8
– Chauffeur	Rég. Nat	H/mois	80	12	12	12	12	12		0,96	0,96	0,96	0,96	0,96	4,8
S/Total															76,1
TOTAL										111,515	17,01	26,06	26,06	26,06	206,705

FICHE 5

1. Stratégie 4: Formation, Information, Education et sensibilisation des intervenants en Alimentation et Nutrition

2. Projet 5: IEC en nutrition

3. Objectifs opérationnels
a. Donner des compétences en nutrition/IEC aux intervenants d'ici 5 ans
b. Amener la population à adopter des bonnes habitudes alimentaires

4. Activités
a) Identification des besoins de formation en IEC/Nutrition
b) Elaboration d'un programme national de formation IEC
c) Formation des formateurs en Nutrition IEC
d) Intégration du volet nutritionnel dans les programmes de formation des écoles primaires, secondaires, professionnelles, universitaires et les centres d'alphabétisation fonctionnels
e) Formation des agents de terrain en nutrition/IEC
f) Information et sensibilisation des producteurs et consommateurs aux techniques de culture, stockage, conservation, transformation, gestion et marketing des aliments
g) Séminaire de sensibilisation des intervenants en nutrition/IEC
h) Communication sociale en faveur des bonnes pratiques de sevrage (appui à la stratégie 3) et des modes de vie sains
i) Sensibilisation de la population de l'épargne par les groupements féminins et les jeunes
j) Communication sociale en nutrition en faveur de la production et la consommation des aliments locaux riches en micronutriments (Vitamine A, Fer)
k) Information et sensibilisation des vendeurs d'aliments sur la voie publique, les restaurants, les industriels et les consommateurs sur l'hygiène et la valeur nutritive des aliments
l) Sensibilisation des populations pour la création des associations de consommateurs
m) Sensibilisation des communautés en nutrition/IEC
n) Equipement des structures sanitaires en matériels éducatifs

N.B. Certains sujets spécifiques seront abordés dans les programmes appropriés

5. Responsabilité institutionnelle: MS

6. Acteurs: MS, MEPUFP, MESRS, Université, MEE, MCIPME, MIS, MC, MAEF

7. Conditions préalables
- Inscription au PIP
- Soumission aux bailleurs de fonds

8. Activités en cours ou prévues
a) Programmes d'éducation nutritionnelle de la section EPS

et SSP (Causeries éducatives, séances de démonstration culinaire, visites à domicile)
b) Formation du personnel en techniques IEC en nutrition au niveau des CS
c) Emissions éducatives à la radio et à la télévision
d) Identification des messages
e) Production des supports (Affiches et guides)
f) Promotion de l'allaitement maternel

9. Activités à accomplir
a) Identification des besoins de formation en IEC/Nutrition
b) Elaboration d'un programme national de formation IEC
c) Formation des formateurs en Nutrition IEC
d) Intégration du volet nutritionnel dans les programmes de formation des écoles primaires, secondaires, professionnelles et universitaires et les centres d'alphabétisation. fonctionnels
e) Formation des agents de terrain en nutrition/IEC
f) Information et sensibilisation des producteurs et consommateurs aux techniques de culture, stockage, conservation, transformation, gestion et marketing des aliments
g) Séminaire de sensibilisation des intervenants en nutrition/IEC
h) Communication sociale en faveur des bonnes pratiques de sevrage (appui à la stratégie 3) et des modes de vie sains
i) Promotion des programmes d'épargne par les groupements féminins et les jeunes
j) Communication sociale en nutrition en faveur de la production et la consommation des aliments locaux riches en micronutriments (Vitamine A, Fer)
k) Information et sensibilisation des vendeurs d'aliments sur la voie publique, les restaurants, les industriels et les consommateurs sur l'hygiène et la valeur nutritive des aliments
l) Sensibilisation des populations pour la création des associations de consommateurs
m) Sensibilisation des communautés en nutrition/IEC
n) Equipement des structures sanitaires en matériels éducatifs
o) Elaboration d'une stratégie de communication en nutrition/IEC

10. Lieu Tout le pays

11. Groupes cibles: Toute la communauté

12. Description qualitative

a) Identification des besoins de formation en IEC/nutrition
- Etudes CAP de niveau et de domaine
- Priorisation des besoins
- Fixation des objectifs de formation
b) Elaboration d'un programme national de formation IEC
- Choix de la méthode pédagogique
- Elaboration des modules
- Test et correction des modules
- Reproduction des modules

c) Formation des formateurs en Nutrition/IEC
- Identification des formateurs
- Identification des participants
- Mobilisation des fonds
- Elaboration des modules
- Identification des lieux de formation
- Mise en oeuvre de la formation
- Evaluation de la formation

d) Intégration du volet nutritionnel dans les programmes de formation des écoles primaires, secondaires, professionnelles, universitaires et centres d'alphabétisation fonctionnels
- Elaboration des modules par niveau
- Intégration judicieuse des modules dans le cursus des écoles

e) Formation des agents de terrain en nutrition/IEC
- Identification des participants
- Réalisation de la formation
- Elaboration et apprentissage à l'utilisation des outils de gestion

f) Information et sensibilisation des producteurs, des consommateurs aux techniques de culture, stockage, conservation, transformation, gestion et marketing des aliments
- Sensibilisation des producteurs et consommateurs
- Elaboration des messages
- Identification des méthodes de communication
- Identification des groupes cibles
- Identification du lieu et de la durée de la formation
- Identification des lieux de formation
- Encadrement et suivi de la formation

g) Séminaire de sensibilisation des intervenants en IEC/nutrition
- Formulation des objectifs de l'atelier
- Elaboration du programme
- Choix du lieu et de la durée du séminaire
- Organisation du séminaire

h) Communication sociale en faveur des bonnes pratiques de sevrage (Appui à la stratégie 3) et des modes de vie sains
- Choix des sites de la communication sociale
- Identification des thèmes et des acteurs
- Elaboration des messages et supports
- Test, correction et reproduction des messages
- Mise en oeuvre de la communication

i) Sensibilisation de la population pour la promotion de l'épargne par les groupements féminins et de jeunes
- Recensement des programmes d'épargne existants
- Identification des contraintes et problèmes liés aux programmes d'épargne existants
- Organisation d'un séminaire de sensibilisation

- Recommandations

j) Communication sociale en faveur de la production et la consommation des aliments locaux riches en micronutriments (Vitamine A, Fer)
- Identification des aliments locaux riches en micronutriments
- Choix des sites de la communication sociale
- Enquêtes sur les habitudes alimentaires: Vitamine A, Fer
- Analyse et exploitation des résultats
- Elaboration des messages sur la production, la transformation et la conservation des aliments locaux
- Test et correction des messages
- Reproduction
- Réalisation des séances de sensibilisation

k) Information et sensibilisation des vendeurs d'aliments sur la voie publique, les restaurateurs, les industriels et les consommateurs sur l'hygiène et la valeur nutritive des aliments
- Mobilisation des ressources matérielles et financières
- Elaboration des messages
- Pré-test et correction des messages
- Reproduction des messages
- Réalisation de la campagne de sensibilisation

l) Sensibilisation des populations pour la création des associations de consommateurs
- Identification des groupes ressources
- Réalisation de la campagne de sensibilisation des groupes ressources au rôle du consommateur pour la garantie de ses droits
- Encadrement des groupes ressources pour la création et la structuration des associations de consommateurs
- Mobilisation des fonds

m) Elaboration d'une stratégie de communication en nutrition/IEC
- Identification des canaux et des méthodes de communication
- Identification du public cible
- Identification des messages et des supports de communication
- Elaboration d'un guide de communication en nutrition/IEC
- Test, correction et reproduction du guide

n) Sensibilisation des communautés en nutrition/IEC
- Identification du public cible et des thèmes
- Elaboration des messages
- Test et correction des messages
- Identification de la méthode de diffusion des messages

o) Equipement des structures sanitaires en matériels éducatifs
- Identification du matériel
- Quantification du matériel
- commande et achat du matériel
- Mise à disposition du matériel

13. Période 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

a. Indicateurs

- Disponibilité des résultats de l'enquête CAP
- Disponibilité d'un programme national IEC
- Nombre de formateurs formés
- Existence de modules de formation en Nutrition dans les programmes de formation des écoles primaires, secondaires, professionnelles, universitaires et des centres d'alphabétisation fonctionnels
- Nombre d'agents de terrain formés
- Nombre de producteurs et de consommateurs formés en technique de culture, stockage, conservation, transformation, gestion et de marketing des aliments
- La tenue d'un séminaire-atelier de promotion en IEC
- La tenue de séances de communication sociale en faveur de la diversification alimentaire et des modes de vie sains
- La tenue de séances de communication sociale en faveur des bonnes pratiques de sevrage
- La tenue de séminaire-atelier pour la promotion de programmes d'épargne par les groupements féminins et de jeunes
- La tenue de séances de communication sociale en faveur de la production et la consommation des aliments riches en Vitamine A et en Fer
- La tenue de la sensibilisation
- Existence des associations de consommateurs

b. Périodicité: Une fois par an

PROJET 5 : INFORMATION EDUCATION COMMUNICATION EN NUTRITION

En Milliers USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Matériel															
– Informatique	TTG	Kit	10500	1						10,5					10,5
– Reprographie	TTG	Kit	5000	1						5					5
– Véhicule GM	TTG	pièce	40000	1						40					40
Formation															
– 86 Formateurs en nutrition/IEC pendant 7 jours dans les régions naturelles	TTG	H/j	17,5	602						10,535					10,535
– 400 Agents de terrain en Nutrition/IEC	TTG	H/j	17,5	2800	2,8						49				49
Assistance technique															
– Extérieure	TTG	H/mois	22500	1						22,5					22,5
– Locale	TTG	H/mois	1350	1						1,3					1,3
Etude/Recherche															
– Enquête/recherche en matière d'IEC/Alimentation	TTG	Forfait	7500	1						7,5					7,5
Contrat prestation avec RTG et Radio Rurales															
– Animation			2400	1	1	1	1	1		2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	12
Affiches/Support															
– Boîte à image	TTG	Kit	70000		400						28				28
– Kit IEC	TTG	Kit	150		400						60				60
S/total															246,335
II. COUTS RECURRENTS															
– Carburant et lubrifiant	TTG	1000 km	250	30	30	30	30	30		7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	37,5
– Consommables Reprographie	TTG	Kit	1050	1	1	1	1	1		1,05	1,05	1,05	1,05	1,05	5,25
– Consommables Bureautique	TTG	Kit	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	5
– Consommables Informatique	TTG	Kit	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,125
– Chauffeurs	TTG	H/mois	80	12	12	12	12	12		0,96	0,96	0,96	0,96	0,96	4,8
– Secrétaires		H/mois	150	24	24	24	24	24		1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	9
S/total															62,675
TOTAL										112,27	151,935	14,935	14,935	14,935	309,01

FICHE 6

1. Stratégie 4: Formation, Information, Education, Sensibilisation des intervenants en alimentation et nutrition.

2. Projet 6: Mise en place d'activités de surveillance nutritionnelle à assise communautaire (SNAC)

3. Objectifs opérationnels:

a. Réduire d'un tiers le taux de malnutrition infantile d'ici l'an 2000
b. Amener les communautés à s'approprier l'appréciation, l'analyse et la résolution de leurs problèmes sanitaires, en particulier les problèmes nutritionnels

4. Activités

a. Sensibilisation des populations et des autorités sur la nécessité de la participation communautaire au développement
b. Identification des groupements formels et informels des localités
c. Communication sociale en faveur de l'organisation des groupements féminins et de jeunes
c. Sensibilisation des groupes de soutien
d. Mise en place d'un comité de santé dans les villages
e. Formations des formateurs en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
f. Formation des agents de terrain en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
g. Equipement des villages en matériels de SNAC
h. Surveillance régulière de la croissance des enfants de 0 à 5 ans par les animateurs villageois
h. Communication sociale en faveur de la production et de la consommation des aliments locaux de bonne valeur nutritionnelle (Voir projet 5)
i. Formation des agents villageois en allaitement maternel, à l'utilisation du SRO, de la vitamine A au FAF et des contraceptifs non prescriptibles (se référer aux programmes 7, 12, 13, 14, LMD, PF)
j. Veiller à la distribution communautaire de SRO, vitamine A, FAF et contraceptifs non prescriptibles
k. Veiller à la mise en place des groupes de soutien à l'allaitement maternel dans les villages
l. Organisation des visites domiciliaires pour la recherche active des enfants malnutris
m. Récupération nutritionnelle des enfants malnutris dépistés
n. Organisation des séances d'écoute collective au niveau des groupements féminins et de jeunes
o. Communication sociale en faveur de la sécurité alimentaire des ménages
p. Suivi des activités
q. Création d'activités génératrices de revenu (se référer au programme 1)

5. Responsabilités institutionnelles: MS, MIS

6. Acteurs: MIS, MS, MAEF, MESRS, MC, MEPUFP, MPC, MF, ONG, Communauté, Université

7. Conditions préalables: Volonté politique, motivation des communautés existence de centres de santé fonctionnels

8. Activités déjà en cours ou prévues:

- Expérimentation en Moyenne Guinée
- Expérimentation prévue en Haute Guinée et en Guinée Forestière
- Suivi nutritionnel des enfants dans les centres de santé dans le cadre du Programme National des Soins de Santé Primaires
- Suivi nutritionnel des enfants à l'Institut de Nutrition et de Santé de l'enfant de l'Hôpital Donka
- Suivi nutritionnel dans les services de Pédiatrie
- Suivi nutritionnel au Centre de Santé Communautaire de Maférinyah

9. Activités à accomplir:
a. Sensibilisation des populations et des autorités sur la nécessité de la participation communautaire au développement
b. Identification des groupements formels et informels des localités
c. Communication sociale en faveur de l'organisation des groupements féminins et de jeunes
c. Sensibilisation des groupes de soutien
d. Mise en place d'un comité de santé dans les villages
e. Formations des formateurs en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
f. Formation des agents de terrain en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
g. Equipement des villages en matériels de SNAC
h. Surveillance régulière de la croissance des enfants de 0 à 5 ans par les animateurs villageois
h. Communication sociale en faveur de la production et de la consommation des aliments locaux de bonne valeur nutritionnelle (Voir projet 5)
i. Formation des agents villageois en allaitement maternel, à l'utilisation du SRO, de la vitamine A au FAF et des contraceptifs non prescriptibles (se référer aux programmes 7, 12, 13, 14, LMD, PF)
j. Veiller à la distribution communautaire de SRO, vitamine A, FAF et contraceptifs non prescriptibles
k. Veiller à la mise en place des groupes de soutien à l'allaitement maternel dans les villages
l. Organisation des visites domiciliaires pour la recherche active des enfants malnutris
m. Récupération nutritionnelle des enfants malnutris dépistés
n. Organisation des séances d'écoute collective au niveau des groupements féminins et de jeunes
o. Communication sociale en faveur de la sécurité alimentaire des ménages
p. Suivi des activités
q. Création d'activités génératrices de revenu (se référer au projet 1)
10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Communautés urbaines et rurales

12. Description qualitative

a. Sensibilisation des populations et des autorités sur la nécessité de la participation communautaire au développement
- Identification des districts et secteurs des villages
- Préparation de la réunion de sensibilisation des populations et des autorités
- Tenue des réunions dans les lieux de rassemblement des populations

b. Identification des groupements formels et informels des localités
- Recensement des groupements formels et informels des communautés

c. Communication sociale en faveur de l'organisation des groupements féminins et de jeunes
- Elaboration, test, correction et reproduction des messages
- Diffusion des messages
- Création de groupements

d. Sensibilisation des groupes de soutien
(se référer à activité C)

e. Mise en place d'un comité de santé dans les villages
- Sensibilisation des populations
- Identification des personnes ressources
- Mise en place proprement dite

f. Formation des formateurs en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
- Identification de besoins de formation
- Identification des formateurs
- Elaboration, correction et reproduction des modules de formation
- Identification et achat des outils de gestion
- Organisation de la formation

g. Formation des agents de terrain en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
- Identification des agents de terrain
- Elaboration d'un guide pour agent de terrain
- Elaboration et achat d'outils de gestion
- Organisation de la formation

h. Mise en place et équipement des villages en matériels de SNAC
- Identification du matériel
- Quantification
- Mise à disposition
- Mise en place du système

i. Surveillance régulière de la croissance des enfants de 0 à 5 ans
- Information de la population
- Recensement des enfants du village

- Tenue des pesées mensuelles
- Diffusion des résultats de la pesée

j. Communication sociale en faveur de la production et de la consommation des aliments locaux de bonne valeur nutritionnelle (Voir projet 5)
- Elaboration des messages
- Diffusion des messages

k. Formation des agents de terrain en allaitement maternel, à l'utilisation du SRO, de la vitamine A, du FAF et des contraceptifs non prescriptibles (Appui à ces programmes)

- Identification des agents de terrain
- Elaboration des modules de formation
- Identification du lieu de formation
- Organisation de la formation

l. Organisation d'une distribution à base communautaire de SRO, FAF vitamine A et contraceptifs non prescriptibles
- Identification agent distributeur
- Approvisionnement en SRO, FAF, vitamine A et contraceptifs non prescriptibles

m. Mise en place des groupes de soutien à l'allaitement maternel dans les villages
- Identification des personnes ressources
- Elaboration des messages
- Fourniture de supports éducatifs

n. Organisation de visites domiciliaires pour la recherche des enfants malnutris

o. Récupération nutritionnelle des enfants
- Education des parents sur l'alimentation des enfants malnutris
- Démonstration culinaire
- Prise de décision et récupération proprement dite

p. Organisation des séances d'écoute collective au niveau des groupements sur l'alimentation des enfants et des femmes enceintes
- Elaboration de messages
- Tenue des séances

q. Communication sociale en faveur de la sécurité alimentaire des ménages
- Elaboration de messages
- Tenue de la communication

r. Suivi des activités
- Elaboration indicateurs de suivi
- Supervision des activités

t. Création d'activités génératrices de revenu (appui au projet 1)

PROJET 6 MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE A ASSISCOMMUNUTAIRE

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Matériel															
– Véhicules GM	TTG	pièce	40000	2						80					
– Kit Informatique	TTG	Kit	10500	2						21					
– Reprographie	TTG	Kit	5000	1						5					
– Surveillance	TTG	Kit	163	1000						163					1
– Affiche	TTG	Lot	200	3,4						68					
Formation															
– Formateurs	Conakry	J/P	32	973						31,136					31,1
– Agents de terrain	TTG	J/P	17,5	4000						70					
– Extérieure	Afrique	H/mois	4000	1						4					
S/Total															442,1
II. COUTS RECURRENTS															
– Carburant et lubrifiant	TTG	1000 km	250	60	60	60	60	60		15	15	15	15	15	
– Consommables informatique	TTG	Forfait	225	2	2	2	2	2		0,45	0,45	0,45	0,45	0,45	2,
– Consommables Reprographie	TTG	Forfait	1050	1	1	1	1	1		1,05	1,05	1,05	1,05	1,05	5,
– Consommables bureautique	TTG	Forfait	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	
– Entretien et équipement	TTG	Forfait	2,95	1	1	1	1	1		2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	14,
– Superviseur	TTG	H/mois	1350	1	1	1	1	1		1,35	1,35	1,35	1,35	1,35	6,
– Chauffeur	TTG	H/mois	80	12	12	12	12	12		0,96	0,96	0,96	0,96	0,96	4
S/Total															113
TOTAL										464,896	22,76	22,76	22,76	22,76	555,9

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

a. Indicateurs

- Nombre de groupements de femmes et de jeunes avec activités de nutrition mises en place ou renforcées
- Nombre de formateurs formés en surveillance nutritionnelle à assise communautaire
- Nombre d'agents de terrain formés en matière de surveillance nutritionnelle à assise communautaire
- Nombre de comités de santé mis en place
- Nombre de communautés avec activités de surveillance nutritionnelle à assise communautaire

b. Périodicité:
Supervision tous les 3 mois
Monitorage tous les 6 mois
Evaluation tous les 2 ans

1. Stratégie 5. Promotion de l'allaitement maternel et du sevrage correct

2. Projet 7: Promotion de l'allaitement maternel et du sevrage correct

3. Objectifs opérationnels

a. Réduire de 50 % la morbidité et la mortalité infantile
b. Amener 90 % des femmes à pratiquer l'allaitement maternel pendant les 6 premiers mois de la vie de leurs enfants
c. Assurer la diversification alimentaire correcte au moment du sevrage

4. Activités

a) Réalisation d'une enquête CAP sur l'allaitement maternel
b) Elaboration d'une politique nationale pour la promotion de l'allaitement maternel
c) Formation continue du personnel de santé en allaitement maternel
d) Communication sociale en faveur de l'allaitement maternel et les bonnes habitudes de sevrage en se basant sur les aliments locaux
e) Communication sociale en faveur de l'importance de l'allaitement maternel et de l'alimentation continue pendant les maladies diarrhéiques
f) sensibilisation des populations sur la création et le renforcement de groupes de soutien à l'allaitement maternel
g) Aménagement des conditions de travail des femmes allaitantes
h) Législation sur l'utilisation des substituts du lait maternel

5. Responsabilités institutionnelles: MS

6. Acteurs: MPC, MF INSE, CS, Hôpitaux, ONG

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités déjà en cours ou prévues:

- Instauration de l'initiative "Hôpital Ami des bébés"
- Création d'association féminines pour la promotion de l'allaitement maternel (IBFAM/AFPAMNIG)
- Enquête CAP sur l'allaitement maternel et le sevrage en Guinée

9. Activités à accomplir:

- Elaboration d'une politique nationale d'allaitement maternel
- Formation continue en allaitement maternel du personnel de santé et autres agents de développement
- Communication sociale en faveur de l'allaitement maternel et les bonnes pratiques de sevrage en se basant sur l'utilisation des aliments locaux

- Communication sociale en faveur de l'importance de l'allaitement maternel et de l'alimentation continue pendant les maladies diarrhéiques
- Sensibilisation des populations sur la création et le renforcement de groupes de soutien à l'allaitement maternel
- Amélioration des conditions de travail des femmes allaitantes travailleuses
- Législation sur la commercialisation des substituts du lait maternel

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Toute la population

12. Description qualitative

1. Elaboration d'une politique nationale pour la promotion de l'allaitement maternel

a) Elaboration du document de politique en allaitement maternel

2. Formation continue du personnel de santé et autres agents de développement
a) Détermination des besoins de formation extérieure et locale

3. Communication sociale en faveur de l'allaitement maternel et de bonnes pratiques de sevrage en se basant sur les aliments locaux disponibles
a) Identification du public cible et élaboration des stratégies de communication
b) Elaboration et test des messages
c) Diffusion des messages

4. Communication sociale sur l'importance de l'allaitement maternel et de l'alimentation continue pendant les maladies diarrhéiques

a) Identification du public cible
b) Elaboration, test et correction des messages
c) Diffusion des messages

6 Sensibilisation des populations pour la création et le renforcement de groupes de soutien à l'allaitement maternel

a) Identification du public cible
b) Elaboration, test et correction des messages
c) Visites de terrain
d) Organisation des réunions de sensibilisation
e) Campagne médiatique

7. Aménagement des conditions de travail des femmes allaitantes travailleuses
a) Réaménagement de la loi réglementant le travail des femmes allaitantes
b) Aménagement de 6 salles-tests d'allaitement aux lieux de travail des femmes

8. Législation sur la commercialisation des substituts du lait maternel

a. Elaboration de la loi
- Contrôle de l'importation des substituts du lait maternel
- Interdiction de la publicité sur les substituts du lait maternel
- Vente de substituts du lait maternel sur prescription médicale
- Interdiction formelle de vente des substituts du lait maternel en dehors des pharmacies

b. Soumission et vote de la loi

c. Diffusion de la loi

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs

- Disponibilité des résultats de l'enquête
- Adoption de la politique en allaitement maternel
- Nombre de formateurs formés par région naturelle
- Nombre d'agents de terrain formés par préfecture
- Proportion de femmes allaitant exclusivement leurs enfants jusqu'à 6 mois
- Proportion de femmes ayant pratiqué la diversification alimentaire à partir de 6 mois en se basant sur les aliments locaux
- Pourcentage de femmes ayant continué l'allaitement maternel et l'alimentation de l'enfant pendant les maladies diarrhéiques
- Nombre de groupes de soutien à l'allaitement maternel créés ou renforcés
- Nombre de salles-tests d'allaitement maternel fonctionnels aux lieux de travail
- Disponibilité et opérationalité de la législation sur la commercialisation des substituts du lait maternel

Périodicité

- Formation: tous les 6 mois
- Autres activités: 1 fois par an

PROJET 7 : PROMOTION DE L'ALLAITEMENT MATERNEL ET DU SEVRAGE CORRECT

En Milliers USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
– Matériel IEC	TTG	Kit	450	1	1	1	1			0,45	0,45	0,45	0,45		1,8
– Véhicule	TTG	Pièce	40000	1						40					40
Formation															
– Extérieure	Afrique	H/m	4500	1	1					4,5	4,5				9
Formation de 2 agents															
– Locale															
Formation de 8 agents nationaux en allaitement pendant 5 jours	Conakry	H/j	32	40						1,28					1,28
Formation de 450 agents nationaux en Allaitement pendant 5 jours		H/J	17,5	450	450	450	450	450		7,875	7,875	7,875	7,875	7,875	39,375
Atelier d'élaboration de la politique nationale pour la promotion de l'allaitement maternel (30 personnes pendant 3 jours à conakry)		H/j	32	90						2,88					2,88
Assistance technique															
– Internationale	TTG	H/mois	22500	1						22,5					22,5
– Locale		H/mois	1350	2						2,7					2,7
S/Total															119,535
II. COUTS RECURRENTS															
– Communication sociale															
– Magazine	Séance		190	9	9	9	9	9		1,71	1,71	1,71	1,71	1,71	8,55
– Emission publique	Séance		320	9	9	9	9	9		2,88	2,88	2,88	2,88	2,88	14,4
– Micro programme	Séance		140	9	9	9	9	9		1,26	1,26	1,26	1,26	1,26	6,3
– Entretien/Carburant		1000 km	250	30	30	30	30	30		7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	37,5
– Salaire chauffeur			80	12	12	12	12	12		0,96	0,96	0,96	0,96	0,96	4,8
S/Total															71,55
TOTAL										96,495	27,135	22,635	22,635	22,185	191,085

FICHE 8

1. Stratégie 6: Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

2. Projet 8 : Transfert de technologie pour la production et la transformation d'aliments infantiles à prix abordable

3. Objectifs opérationnels

- Réduire de moitié le taux de malnutrition aiguë et chronique chez les enfants de moins de 5 ans d'ici l'an 2000

4. Activités
a. Enquêtes sur les méthodes traditionnelles de transformation et de consommation des aliments locaux par région naturelle
b. Etude de la valeur nutritive des aliments locaux par région naturelle
c. Transfert de technologie pour la recherche sur l'amélioration des méthodes traditionnelles de transformation des aliments locaux dans les ménages
d. Transfert de technologie améliorée pour la transformation et la conservation des aliments locaux dans les ménages

5 Responsabilités institutionnelles: MCIPME, MAEF

6 Acteurs: LACONA, YEOLAC, APEK, CERAC, MPC, Université, MCIPME, MIS, MS

7 Conditions préalables: Volonté politique, Soumission aux bailleurs de fonds

8 Activités en cours ou prévues

a. Production artisanale de farine de sevrage au niveau des ménages
b. Fabrication de farines de sevrage (YEOLAC)
c. Production, transformation et conservation des produits locaux (APEK)
d. Etude de la composition et de la transformation des aliments locaux (Université de Conakry)

9. Activités à accomplir

a: Enquêtes sur des méthodes traditionnelles de transformation et de conservation des aliments locaux
b. Etude de la valeur nutritive des aliments locaux par région naturelle
c. Extension des unités de production et de transformation des aliments locaux par région naturelle
d. Transfert des procédés améliorés de fabrication des farines de sevrage

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Les ménages

12. Description qualitative

1. Enquêtes sur les méthodes de transformation et de conservation des aliments locaux par région naturelle

a. Elaboration d'un protocole d'enquête
b. Acquisition du matériel d'enquête
c. Identification et formation du personnel
d. Sensibilisation des autorités et de la population
e. Pré-test, correction et multiplication
f. Réalisation de l'enquête
g. Analyse et exploitation des données
h. Choix des méthodes à améliorer

2. Etude de la valeur nutritive des aliments impliquer dans l'alimentation infantile

a. Elaboration d'un protocole d'étude
b. Acquisition du matériel
c. Identification et formation du personnel
d. Réalisation de l'étude
e. Analyse et exploitation des résultats
f. Choix de la meilleure composition alimentaire

3. Création des unités de transformation des aliments impliqués dans l'alimentation infantile
a Choix de zones d'implantation et détermination du nombre d'unités à installer
b. Equipement des unités expérimentales de transformation des aliments impliqués dans l'alimentation infantile
c. Lancement des opérations
d. Assistance technique

4. Vulgarisation de technologies de fabrication de farines

a. Communication sociale en faveur de la technologie améliorée
b. Formation des ménages en technologie améliorée de transformation et de conservation des aliments
c. Vulgarisation du matériel approprié
d. Encadrement des bénéficiaires
13. Période: 5 ans

1. Indicateurs

- Disponibilité complète des aliments locaux
- Disponibilité de la valeur nutritive des aliments locaux
- Nombre de nouvelles unités expérimentales installées
- Nombre de nouvelles technologies maîtrisées
- Evolution des taux de pertes

2. Périodicité: Chaque année

PROJET 8 TRANSFERT DE TECHNOLOGIE POUR LA PRODUCTION ET LA TRANSFORMATIOND'ALIMENTS INFANTILES A PRIX ABORDABLE

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
1. Génie-civil															
- Construction/hangars et magasin	TTG	m²	400	400	400					160	160				320
2. matériel/equipement															
- Broyeur	TTG	pièce	5000	2	2					10	10				20
- Moulin	TTG	pièce	2000	2	2					4	4				8
- Séchoirs solaires	TTG	pièce	5750	2	2					11,5	11,5				23
- Emballage	TTG	pièce	1000	2	2					2	2				4
- Cuve 500 - 2000 litres	TTG	pièce	5000	2	2					10	10				20
- Pression	TTG	pièce	500	2	2					1	1				2
- Filtre	TTG	pièce	500	8	8					4	4				8
- Homogenisateur (200 litres)	TTG	pièce	1500	4	4					6	6				12
- Rapeuse	TTG	pièce	300	4	4					1,2	1,2				2,4
- Matériel IEC	TTG	pièce	750	4	4					1,5	1,5				3
- Mobilier/matériel bureau	TTG	Kit	500	2	2					1	1				2
3. Assistance technique locale		H/mois	1350	3	3					4,05	4,05				8,1
4. Etudes/Recherche															
- Enquête sur méthodes de transf. et de conservation des aliments	TTG	Forfait	7500	1						7,5					7,5
- Miniprogramme à la RTG		séance	140	18	18	18				2,25	2,52	2,25			7,02
S/Total															447,02
II. COUTS RECURRENTS															
- Matiéres premières		Forfait	640	1	1	1	1	1		0,64	0,64	0,64	0,64	0,64	3,2
- Salaire 8 contractuels		H/mois	80	96	96	96	96	96		7,68	7,68	7,68	7,68	7,68	38,4
- Entretien bâtiment		1%		1600	1600						1,6	1,6	3,2	3,2	9,6
- Entretien équipement		5%	3000	1	1	1	1	1			5,12	5,12	5,12	5,12	20,48
- Support médiatique		forfait	1400		1	1	1	1			1,4	1,4	1,4	1,4	5,6
S/Total															77,28
TOTAL										234,32	235,21	18,69	18,04	18,04	524,

FICHE 9

1. Stratégie 6: Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

2. Projet 9 : Intervention ponctuelle en faveur des personnes sinistrées

3. Objectifs opérationnels

Résoudre les problèmes nutritionnels urgents des personnes sinistrées

4. Activités

a. Activités d'information, d'éducation sur la nécessité de la constitution de stocks au niveau des communautés villageoises
b. Formation de secouristes
c. Création des conditions de stockage
d. Définition de la ration minimum des sinistrés
e. Assistance à la reprise des activités habituelles

5. Responsabilités institutionnelles: Conseil du gouvernement, MASE

6. Acteurs: Etat, communautés, ONG, PAM, HCR, MAEF, MCIPME, Transport, MP, MF, MS

7. Conditions préalables: Volonté politique, mise en place des structures opérationnelles, information/sensibilisation des populations

8. Activités en cours ou prévues
- Interventions en faveur des personnes sinistrées

9. Activités à accomplir
a. Activités d'information, d'éducation sur la nécessité de la constitution de stocks au niveau des communautés villageoises
b. Formation de secouristes
c. Création des conditions de stockage
d. Définition de la ration minimum des sinistrés
e. Assistance à la reprise des activités habituelles

10. Lieu: Tout le pays

11. Population cible: les groupes de personnes sinistrées

12. Description qualitative

a. Activités d'information, d'éducation sur la nécessité de la constitution de stocks au niveau des communautés villageoises
- Identification des groupes cibles
- Elaboration de messages
- Détermination des canaux de diffusion
- Pré-Test et correction des messages
- Diffusion des messages

b. Formation de secouristes
- Identification des besoins de formation
- Elaboration des modules de formation
- Identification des formateurs
- Formation proprement dite (Elèves, villageois)

c. Création des conditions de stockage
- Construction de magasins améliorés de stockage
- Lutte contre les ennemis des denrées stockées (rat, souris, insectes)

d. Définition de la ration minimum des sinistrés
- Consultation des normes internationales
- Elaboration des normes en tenant compte des réalités nationales

e. Assistance à la reprise des activités habituelles
- Recensement des sinistres en fonction des dommages subis
- Définition des allocations à effectuer (nature, espèce)

13. Période 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

a. Indicateurs
- Nombre d'unités de stocks disponibles
- Groupes de personnes sinistrées ayant bénéficié de l'assistance

b. Périodicité: Une fois par an

PROJET 9 INTERVENTIONS PONCTUELLES EN FAVEUR DES PERSONNES SINISTREES

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Appui à la formation de secouristes	TTG	H/J	5000	+						5					
– Kit IEC	TTG	Kit	7500	+						7,5					7,5
– Assistance Technique locale	Conakry	H/mois	1350	1						1,35					1,35
II. COUTS RECURRENTS															
– Kit Bureautique	TTG	Forfait	1000	+	+	+	+	+		1	1	1	1	1	
– Support médiatique		Forfait	1400	+	+	+	+	+		1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	
S/total															25,85
TOTAL										16,25	2,4	2,4	2,4	2,4	25,85

FICHE 10

1. Stratégie 6: Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

2. Projet 10: Réinsertion socio-professionnelle des handicapés

3. Objectifs opérationnels:

Résolution des problèmes nutritionnels des handicapés

4. Activités

a. Identification et recensement des personnes handicapées
b. Renforcement des structures nationales existantes de protection et d'insertion des handicapés et créer de nouvelles structures

5. Responsabilités institutionnelles: MPFE

6. Acteurs: MPFE, MS, MEN, MPF, MIS, MAEF, Communication, MCIPME

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités déjà en cours ou prévues

- Exploitation des données de recensement de la population et recensement des handicapés par nature du handicap
- Réalisation des études sur les approches del'insertion et l'élaboration d'une législation
- Exploitation du projet Gui/86/003/DTCD/PNUD du C.N.O.
- Restauration de la cité de solidarité en centre pilote de formation professionnelle des personnes handicapées, des responsables nationaux et régionaux dans le domaine de la réinsertion économique et sociale
- Appui technique, matériel et logistique au projet de restructuration de la cité de solidarité

9. Activités à accomplir

- Exploitation du projet Gui/86/003/DTCD/PNUD du C.N.O.
- Identification caractérielle, de gravité, géographique et socio-économique des handicapés
- Réinsertion socio-professionnelle et socio-économique des handicapés
- Organisation socio-professionnelle des handicapés
- Coordination des activités formelles et informelles du domaine social (Etat, ONG)

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Handicapés à potentialité active

12. Description qualitative

a. Exploitation du projet Gui/86/003/DTCD/PNUD du C.N.O.

b. Identification caractérielle, de gravité, géographique et socio-économique des handicapés
- Mobilisation de fonds
- Elaboration de fiches d'enquête
- Acquisition du matériel et de l'équipement
- Recrutement et formation du personnel
- Sensibilisation des populations et des autorités
- Prétest et correction des fiches
- Réalisation de l'enquête
- Analyse et exploitation des résultats

c. Réinsertion socio-professionnelle et socio-économique des handicapés
- Définition des profils de formation
- Création et adaptation des structures de formation
- Alphabétisation fonctionnelle des handicapés
- Initiation à la gestion d'entreprise
- Formation professionnelle modulaire
- Communication sociale en faveur de la formation et de l'embauche des handicapés

d. Organisation socio-professionnelle des handicapés
- Initiation aux structures de travail individuel et collectif
- Communication sociale en faveur de l'accès aux crédits
- Information des travailleurs handicapés sur le circuit des crédits
- Information sur le code de travail et les possibilités de recours

e. Coordination des activités formelles et informelles du domaine social (Etat, ONG)
- Elaboration d'un programme national d'intervention
- Création d'une structure de coordination
- Mobilisation des ressources financières
- Répartition des tâches entre les intervenants
- Evaluation périodique de l'avancement des travaux

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

a. Indicateurs

- Disponibilité des résultats de l'enquête
- Nombre de structure de formation créées
- Nombre de handicapés formés
- Nombre de handicapés ayant trouvé un emploi
- Nombre de groupes socio-professionnels créés
- Nombre de sources de crédits
- Nombre de groupes socio-professionnels ayant eu accès aux crédits
- Existence d' une structure de coordination des activités

b. Périodicité: 1 fois par an

PROJET 10 REINSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Equipement															
– Véhicules 4 x 4	Conakry	pièce	40000	1						40					40
– Micro–ordinateur et accessoires	Conakry	Kit	12000	1						12					12
– Bureautique	Conakry	Kit	2250	1	1	1	1	1		2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	11,25
ETUDES ET RECHERCHES															
– Enquêtes	TTG	Forfait	7500	1						7,5					7,5
Autres frais enquêtes (mat. didact)		forfait	7000							7					7
FORMATION															
– Extérieure															
Assistants Sociaux (10 pers/3mois)	Europe	H/mois	3500	10	10					35	35				70
ASSISTANCE TECHNIQUE															
– Consultant national (1 pers/2mois)		H/mois	1350	2						2,7					2,7
S/total															150,45
COUTS RECURRENTS															
– Carburant/entretien véhicules		1000 km	225	30	30	30	30	30		6,75	6,75	6,75	6,75	6,75	33,75
– Consommable, informatique		Forfait	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,125
– Entretien équipement informatique		Forfait	x	x	x	x	x	x		0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3
S/total															37,875
TOTAL										114,025	44,825	9,825	9,825	9,825	188,325

FICHE 11

1. Stratégie 6 : Prise en charge des personnes défavorisées sur le plan économique et vulnérables sur le plan nutritionnel

2. Projet 11: Action en faveur des personnes du troisième âge

3. Objectifs opérationnels

- Créer un environnement de protection et de sécurité pour les personnes du troisième âge

4. Activités

a. Création d'un environnement de protection et de sécurité pour les personnes du troisième âge
b. Identification et recensement des personnes du 3e âge
c. Renforcement de l'intérêt des familles et des populations pour les personnes du 3e âge
d. Organisation des occupations pour les personnes du 3e âge
e. Veiller à la pratique d'une bonne alimentation des personnes du 3e âge
f. Création des conditions de bonne santé

5. Responsabilités institutionnelles: MASE

6. Acteurs: MPC, MF, MIS, MASE, Institutions impliquées, communautés

7. Conditions préalables
Inscription au PIP, sensibilisation de la population

8. Activités en cours

- Exploitation des données de recensement de la population, enquête socio-démographique et démo-sanitaire au niveau national
- Réalisations des études et recherches ponctuelles socio-culturelles sur les personnes âgées à moyen et long termes
- Participation des personnes âgées à l'éducation scolaire

9. Activités à accomplir

- Définition et évaluation des besoins des personnes âgées
- Création d'un environnement de protection et de soutien aux personnes âgées
- Sensibilisation de la population pour la prise en charge des personnes du 3e âge
- Création d'une occupation pour les personnes du 3e âge
- Elaboration d'une politique nationale en faveur des personnes âgées
- Distribution ponctuelle de l'aide alimentaire

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: personnes du 3e âge

12. Période: 5 ans

13. Description qualitative

1. Identification et évaluation des besoins des personnes âgées
a. Enquête démo-sanitaire

2. Recensement des problèmes des personnes du 3e âge
a. Elaboration du protocole de recensement
b. Acquisition du matériel de recensement
c. Collecte des données et publication des résultats

3. Création d'un environnement de protection et de soutien aux personnes âgées par la sensibilisation des populations et des décideurs

4. Sensibilisation de la population pour la prise en charge des personnes du 3e âge
a. Elaboration des affiches de sensibilisation
b. Prétest des affiches de sensibilisation
c. Réalisation de la sensibilisation (séminaire-atelier; média, télévision)

5. Elaboration d'une politique nationale en faveur des personnes âgées
a. Appréciation des problèmes
b. Analyse
c. Elaboration de la politique
d. Elaboration d' un plan d'action

6. Distribution ponctuelle de l'aide alimentaire

14. Monitorage, suivi et évaluation

a. Indicateurs

- Disponibilité du pourcentage de personnes du 3e âge
- Existence d'une politique nationale et d'un plan d'action pour les personnes du 3e âge
- Accroissement du nombre de personnes du 3e âge ayant une occupation
- Existence d'une volonté politique

b. Périodicité: Chaque année

PROJET 11 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES DU TROISIEME AGE

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTA
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
– Enquête	TTG	Forfait	7500	1						7,5					
II. FORMATION															
- locale															
– Séminaire adoption politique vieillissement (50 pers. pendant 7 jours)	Conakry	H/J	32	350						11,2					
– Séminaire de sensibilisation	4 RN + Ckry	H/J													
* Réglon naturelle 10/Reg. 5jours)			17,5	200						3,5					
* Conakry (5 pers./comm. pendant 5 jours)			17,5	125	2187					2,187					2
Médiatisation															
– Contrat avec RTG															
– Micro–programme	Conakry	Séance	140	9	9	9	9	9		1,26	1,26	1,26	1,26	1,26	
– Magazine	Conakry	Séance	190	9	9	9	9	9		1,71	1,71	1,71	1,71	1,71	
– Animation	Conakry	Séance	300	9	9	9	9	9		2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	
– Emission Publique	Conakry	Séance	390	9	9	9	9	9		3,51	3,51	3,51	3,51	3,51	
– Table ronde	Conakry	Séance	350	3	3	3	3	3		1,05	1,05	1,05	1,05	1,05	
– Contrat avec Radios Rurales	R. Nat.	Séance													
– Micro–programme	R. Nat.	Séance	140	36	36	36	36	36		5,04	5,04	5,04	5,04	5,04	
– Magazine	R. Nat.	Séance	190	36	36	36	36	36		6,84	6,84	6,84	6,84	6,84	
– Animation	R. Nat.	Séance	300	36	36	36	36	36		10,8	10,8	10,8	10,8	10,8	
– Emission Publique	R. Nat.	Séance	390	36	36	36	36	36		14,04	14,04	14,04	14,04	14,04	
ASSITANCE TECHNIQUE															
Consultant national (1 pers./1mois	Conakry	H/j	1350	1						1,35					
TOTAL										72,687	46,95	46,95	46,95	46,95	260,

FICHE 12

1. Stratégie 7: Lutte contre les carences en micronutriments

2. Projet 12 : Lutte contre la carence en vitamine A

3. Objectifs opérationnels :
- Réduire de 50 % la morbidité et la mortalité dues à la carence en Vitamine A chez les enfants et les femmes en âge de procréer
- Eliminer d'ici à l'an 2000 la carence en vitamine A

4. Activités

- Réalisation d'une enquête de prévalence sur la carence en vitamine A
- Distribution de comprimés de vitamine A à court terme dans les zones d'endémie
- Vulgarisation, production et consommation d'aliments locaux riches en vitamine A
- Information/Education et communication

5. Responsabilités institutionnelles: MS

6. Acteurs: MS (DAN, INSE), MAEF (PNVA), MIS (communauté),MEPUA, MESRSC, Université

7. Conditions préalables: Politique sanitaire

8. Activités en cours ou prévues: Enquête de prévalence de la carence en vitamine A

9. Activités à accomplir:

1. Réalisation d'une enquête de prévalence sur la carence en vitamine A
2. Distribution de capsules de vitamine A à court terme dans les zones d'endémie
3. Vulgarisation, production et consommation d'aliments riches en vitamine A
4. Information, éducation et communication

10. Lieu:
- d'enquête: zones suspectées
- d'intervention: zones d'endémie

11. Groupes cibles: toute la population

12. Description qualitative

1. Réalisation de l'enquête de prévalence de la carence en vitamine A
- Recrutement et formation du personnel
- Acquisition du matériel
- Elaboration du questionnaire
- Sensibilisation des autorités et des populations
- Prétest et correction du questionnaire

- Collecte et analyse des données
- Exploitation des résultats

2. Distribution des capsules de vitamine A dans les zones d'endémie à court terme
- Evaluation des besoins en capsules
- Acquisition des capsules et des moyens de transport
- Distribution des capsules

3. Vulgarisation, production et consommation d'aliments riches en vitamine A
- Recensement des aliments riches en vitamine A dans la localité
- Vulgarisation de la production des aliments (à intégrer dans la LPDA)
- Communication sociale en faveur de la consommation des aliments locaux riches en vitamine A

14. Période: 5 ans

15. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs
- Disponibilité des résultats de l'enquête
- Nombre de personnes ayant reçu les capsules par rapport à la population cible
- Taux de consommation d'aliments riches en vitamine A
- Disponibilité des aliments locaux riches en vitamine A sur le marché

Périodicité: Une fois par an

PROJET 12 LUTTE CONTRE LA CARENCE EN VITAMINE A

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Matériel															
Matériel	TTG	Kit	5800	1	1	1	1	1		5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	29
Equipement véhicule 4x4	Conakry	Pièce	40000	1						40					40
– Micro-odinateur et accessoires	Conakry	Kit	12000	1						12					12
– Bureautique	Conakry	Forfait	2250	1	1	1	1	1		2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	11,25
Formation															
Extérieure		H/m	4500	2						9					9
ocale		H/J	32	24						7,68					7,68
des/Recherches															
Enquête zone suspectée		Forfait	5600	1						5,6					5,6
Etude bio		Forfait	1000	1						1					1
Assistance technique															
– Internationale	TTG	H/mois	22500	1						22,5					22,5
– Locale		H/mois	1350	2						2,7					2,7
S/Total															140,73
II. COUTS RECURRENTS															
– Carburant/Entretien/véhicule	TTG	1000 km	2,25	30	30	30	30	30		6,75	6,75	6,75	6,75	6,75	33,75
– Comsommables Informatiques	Conakry	Forfait	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,125
– Entretien/Equipement/Informatique	Conakry	Forfait	600	1	1	1	1	1		0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3
Chauffeur	TTG	H/mois	80	12	12	12	12	12		0,96	0,96	0,96	0,96	0,96	4,8
– Supervision	TTG	H/mois	1350	1	1	1	1	1		1,35	1,35	1,35	1,35	1,35	6,75
S/total															49,425
TOTAL										118,415	17,935	17,935	17,935	17,935	190,155

FICHE 13

1. Stratégie: Lutte contre les carences en micronutriments

2. Projet 13: Lutte contre la carence en iode

3. Objectifs opérationnels:
- Eliminer les troubles dus à la carence en iode (TDCI) d'ici à l'an 2000

4. Activités

- Distribution des capsules iodées
- Elaboration d'une législation sur l'iodation et contrôle permanent de la stabilité du titre
- Iodation du sel

5. Responsabilité institutionnelle: MS

6. Acteurs: MS (DAN, CS), MAEF, MCIPME, Justice, communautés

7. Conditions préalables

- Inscription au PIP
- Soumission aux bailleurs de fonds

8. Activités déjà en cours ou prévues

- Enquêtes épidémiologiques dans les régions naturelles
- Distribution, test de capsules iodées à Dalaba et à Labé
- Etude de faisabilité sur l'iodation d'un support alimentaire

9. Activités à accomplir

- Distribution des capsules iodées dans tous les CS
- Elaboration d'une législation sur l'iodation du sel
- Iodation du sel à long terme
- Formation du personnel
- Etude de faisabilité de l'iodation du sel
- Etude du circuit du sel (distribution, consommation)
- Equipement d'un laboratoire d'analyse biologique
- Sensibilisation sur l'administration des capsules
- Sensibilisation sur la consommation du sel iodé
- Inscription des capsules iodées sur la liste des médicaments essentiels

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Enfants et femmes en âge de procréer

12. Description qualitative

1. Distribution des capsules iodées

- Evaluation des besoins en capsules iodées
- Acquisition des capsules
- Acquisition des moyens de transport
- Communication sociale en faveur de la prise des capsules iodées
- Distribution des capsules

2. Elaboration d'une législation sur l'iodation du sel

- Détermination du titre de l'iode dans le sel
- Fixation des normes pour la Guinée
- Proposition des lois par le comité sur l'iodation du sel
- Soumission du projet de loi au Gouvernement pour adoption
- Vote de la loi par l'assemblée
- Diffusion de la loi

3. Iodation du sel

- Recensement et organisation des producteurs de sel
- Amélioration des méthodes de production du sel
- Mise en place d'un laboratoire d'analyse biologique
- Installation d'unités d'iodation du sel
- Iodation du sel
- Contrôle du titre
- Marketing en faveur de la consommation du sel iodé
- Organisation du circuit de commercialisation du sel iodé
- Vente
- Contrôle périodique du titre au niveau des ménages

13. Période: 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs
- Disponibilité des résultats d'enquête sur la prévalence de la carence en iode
- Taux de couverture des populations cibles
- Evolution de la prévalence de la carence en iode
- Coût/efficacité
- Existence de loi sur l'iodation du sel
- Volume de sel iodé par rapport au sel non iodé sur le marché
- Pourcentage de consommateurs de sel iodé au sein de la population
- Existence d'unité d'iodation du sel
- Volume de sel produit par l'unité

Périodicité
- Tous les 12 mois pour la distribution des capsules iodées
- Tous les 6 mois pour l'évaluation du titre

PROJET 13 : LUTTE CONTRE LA CARENCE EN IODE

En Milliers USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Géni-civil															
- Unité d'iodation (02)	Basse-Guiné	m²	400		125	125					50	50			
- Equipement de labo		Kit	20000			1						20			
Véhicule 4 x 4		Pièce	40000	1						40					
- Matériels de prélèvement		Kit	3000	1	1	1	1	1		3	3	3	3	3	
- Kit Informatique		Kit	10500								10,5				
- Kit IEC		Kit	7500								7,5	7,5			
- App. Détermination titre iode dans le sel		Kit													PM
- Achat d'iodate		Kit													PM
- Achat kit rapide		Kit													PM
FORMATION															
Locale															
- Formation de 66 agents préfect./Rég. en gestion TDCI pendant 10 jours à labé	Haute guinée	H/J	17,5	660						11,55					
- Formation de 300 agents dans les régions naturelles sur la gestion du programme TDCI pendant 5 jours	TTG	H/J	17,5	6000						10,5					
Recherche et d'Etudes															
Enquêtes sur la consommation des aliments goitrogènes	TTG	Forfait	7500	1						7,5					
Elaboration de la legislation du sel iodé	TTG	Forfait	2890	1						2,89					
II. COUTS RECURRENTS															
- Kit bureautique		Kit	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	
- Achat capsule iodée		Kit	840000		1	1					840	840			
- Frais d'analyse biologique	TTG	Forfait	4000		1		1					4		4	
- Réactifs labo	TTG	Forfait	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	
- Entretien équipement	TTG	Forfait	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	
- Entretien infrastructure	TTG	1%	4			125	125	250				0,5	0,5	1	
- Carburant-maintenance véhicule		1000 km	225	30	30	30	30	30		6,75	6,75	6,75	6,75	6,75	
TOTAL										85,19	920,75	934,75	13,25	17,75	197

1. Stratégie 7: Lutte contre les carences en micronutriments

2. Projet 14: Lutte contre la carence en Fer

3. Objectifs opérationnels:
1. Réduire la morbidité et la mortalité liées à la carence en fer
2. Réduire de moitié la prévalence de l'anémie nutritionnelle

4. Activités

- Renforcement du programme de supplémentation en fer et son extension aux enfants de moins de cinq ans à travers le PEV/SSP/ME
- Recensement, production et consommation des aliments locaux riches en fer
- Evaluation de l'impact de la chimioprophylaxie au FAF des femmes enceintes

5. Responsabilités institutionnelles: MS

6. Acteurs: MS (Centre de santé), MAEF, MIS (Communautés), HCI

7. Conditions préalables: Politique sanitaire

8. Activités déjà en cours ou prévues:
- PEV/SSP/ME : Supplémentation au FAF chez les femmes enceintes
- Projets agricoles (Vulgarisation, femmes rurales, SOGUIPAH, DNE)

9. Activités à accomplir
- Renforcement et extension de la distribution du FAF aux enfants de 0 - 5 ans
- Sensibilisation sur la production, la conservation et la consommation des aliments locaux riches en fer
Enquêtes sur les anémies dans les 4 régions naturelles
Enquêtes sur l'impact de la chimioprophylaxie au FAF

10. Lieu: Tout le pays

11. Groupes cibles: Femmes en âge de procréer (Femmes enceintes et allaitantes), enfants de moins de cinq ans

12. Description qualitative:

1. Renforcement et extension de la distribution du FAF aux enfants de 0 à 5 ans

- Approvisionnement en FAF
- Recrutement et formation des agents communautaires
- Sensibilisation des autorités et de la population
- Ravitaillement des points de distribution
- Distribution du FAF

2.Production et consommation des aliments locaux riches en fer
- Recensement des aliments riches en FAF
- Vulgarisation des aliments riches en fer
- Communication sociale en faveur de la consommation des aliments riches en fer
3. Enquête sur les anémies dans les 4 régions naturelles

13. Période 5 ans

14. Monitorage, suivi et évaluation

Indicateurs
- Nombre de cibles ayant été supplémentés
- Evaluation de la prévalence de l'anémie
- Disponibilité des aliments riches en fer sur le marché
- Evaluation de la consommation des aliments riches en fer
- Résultat de l'évaluation de l'impact de la supplémentation au FAF chez les femmes enceintes

Périodicité: Une fois par an

PROJET 14 LUTTE CONTRE LA CARENCE EN FER

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Matériel (Comprimés fer)	TTG	Colis 1000b	1300	5,5	5,5	5,5	5,5			7,15	7,15	7,15	7,15	7,15	35,75
Matériel			1900	1						1,9					1,9
Etudes/Recherches															
– Enquête dans les 4 Régions naturelles		Forfait	7500							7,5					7,5
Sur anemie															
– Evaluation impact FAF	TTG	Forfait	7500							7,5					7,5
S/Total															52,65
II. COUTS RECURRENTS															
– Supervision		H/mois	1350		1	1	1	1			1,35	1,35	1,35	1,35	5,4
S/total															7,92
TOTAL										24,05	9,13	9,13	9,13	9,13	60,57

FICHE 15

1. Stratégie 8: Mise en place d'un dispositif d'évaluation, d'analyse et de suivi

2. Projet 15: Mise en place d'un dispositif d'évaluation, d'analyse et de suivi des problèmes nutritionnels et de leurs causes

3. Objectifs opérationnels:
Coordonner les programmes nutritionnels et assurer leur adéquation avec la politique nationale de nutrition

4. Activités

a) Création et opérationnalisation d'un comité technique intersectoriel
b) Définition des indicateurs d'évaluation et de suivi
c) Mise en place d'un système d'information sur la nutrition y compris un système national d'alerte précoce
d) Evaluation des différents programmes
e) Recherche opérationnelle

5. Responsabilité institutionnelle: MS

6. Acteurs: MS, MPC, MF, MAEF, MIS, MC, MCIPME, MEE, MEPUFP, MESRS, Université

7. Conditions préalables: Volonté politique

8. Activités en cours ou prévues:
- Projet de décret d'un comité technique de suivi des activités de nutrition
- MAEF: Création d'un conseil national de la consommation
- MCIPME: Création d'un comité technique d'élaboration des normes dans le domaine agro-alimentaire

9. Activités à accomplir
a) Création, opérationnalisation d'un comité technique intersectoriel et désignation de ses membres
b) Mise en oeuvre de ces différents programmes
c) Définition des indicateurs d'évaluation et de suivi
d) Mise en place d'un système d'information sur la nutrition y compris un système national d'alerte précoce
e) Evaluation des différents programmes
f) Recherche opérationnelle

10. Lieu: Tout le pays (niveau national, régional et préfectoral)

11. Groupes cibles: Les communautés

12. Description qualitative:
a) Création et opérationnalisation d'un comité technique intersectoriel
1. Identification des départements concernés par le comité
2. Elaboration du projet de création et organisation du comité

3. Soumission du projet de création du comité aux autorités
4. Décret de création du comité
5. Sensibilisation des autorités et population à l'existence du comité

b) Définition des indicateurs d'évaluation et de suivi
1. Définition des indicateurs socio-économiques, anthropométriques
2. Elaboration des fiches d'évaluation et de suivi
3. Test et correction des fiches
4. Sensibilisation des autorités et des populations
5. Reproduction des fiches
6. Formation à l'utilisation des fiches
7. Mobilisation des fonds
8. Acquisition du matériel

c) Mise en place d'un système d'information sur la nutrition y compris un système national d'alerte précoce
1. Constitution au sein du comité d'une cellule chargée du recueil des informations et de leur diffusion
2. Analyse des différents problèmes nutritionnels et de leurs causes
3. Identification d'informations prioritaires
4. Mise en place d'une documentation de base
5. Identification des utilisateurs de l'information (Ministères, ONG, Projets de développement)
6. Diffusion des informations
7. Mobilisation de fonds

d. Evaluation des différents programmes
- Définition des différents indicateurs d'évaluation et de suivi des programmes
- Analyse des données recueillies des programmes
- Evaluation de l'impact des programmes
- Mobilisation de fonds

e. Recherche opérationnelle
- Identification avec les programmes des domaines de recherche et élaboration des protocoles
- Mobilisation de fonds
- Elaboration de questionnaires
- Analyse et exploitation des résultats

13. **Période**: En fonction de la politique

14. **Monitorage, suivi et évaluation**

a. Indicateurs
- Mise en place et opérationalisation du comité
- Existence des indicateurs d'évaluation et de suivi
- Pourcentage de programmes réalisés
- Prévalence de la malnutrition
- Disponibilité d'une banque de données

b. Périodicité: Tous les ans

PROJET 15 MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'EVALUATION D'ANALYSE ET SUIVDES

PROBLEMES NUTRITIONNELS

EN MILLIER USD

DESIGNATION	LIEU	UNITE DE MESURE	PRIX UNITAIRE	ECHEANCE ET QUANTITE ANNEE					SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ANNEE					TOTAL
				1	2	3	4	5		1	2	3	4	5	
I. INVESTISSEMENT															
Matériel															
– Véhicule GM	TTG	Pièce	40000	3						120					1:
– Informatique	TTG	Kit	10500	1						10,5					10
– Appui institutionnel	TTG	Forfait	6625	1	1	1	1	1		6,625	6,625	6,625	6,625	6,625	33,1
Formation															
– Extérieure	Europe	H/mois	7500	2	3					15	22,5				37,
Assistance technique															
– Etrangère	TTG	H/mois	22500	1						22,5					22
Locale		H/mois	1350	3	3	3	3	3		4,05	4,05	4,05	4,05	4,05	20,
S/Total															243,8
COUTS RECURRENTS															
– Carburant et lubrifiant	TTG	1000 km	250	30	30	30	30	30		7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	37,
– Consommables informatique	TTG	Forfait	1000	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	
– Consommables Bureautique	TTG	Forfait	225	1	1	1	1	1		0,225	0,225	0,225	0,225	0,225	1,12
– Supervision	TTG	Forfait	1350	1	1	1	1	1		1,35	1,35	1,35	1,35	1,35	6,
S/total															50,3
TOTAL										188,75	43,25	20,75	20,75	20,75	294,

LEXIQUE

AFPANNIG : Association des Femmes pour la Promotion de l'Allaitement Maternel et la Nutrition Infantile en Guinée

A.P.E.K. : Association pour la promotion économique de Kindia

C.C.I.A.G. : Chambre du Commerce; Industrie et de l'Agriculture en Guinée

C I N : Conférence internationale sur la nutrition

C.F.A.G. : Centre de fummage des aliments de guinée

C.P.A.T.A. : Centre de promotion agricole et de technologies adaptées

C.N.O. : Centre National d'Orthopédie

D.A.N. : Division Alimentation Nutrition

D.N.E. : Direction Nationale Elevage

E S I P : Enquête sur les informations prioritaires

F.A.F. : Fer-Acide Folique

H.C.R. : Haut Commissarait des Refugiés

H.I. : Haut commissariat à l'information

I.N.M. : Institut de Normalisation et de Métrologie

I.N.S.E. : Institut de Nutrition et de Santé de l'Enfant

LACONA: : Laboratoire d'Analyse des composés Naturels

L.P.D.A. : Lettre de Politique de Développement Agricole

LANAM : Laboratoire National d'analyse de Matoto

M.A.E.F. : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts

MASTE : Ministère des Affaires Sociales du Travail et de l'Emploi

M.U.H. : Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

M.E.P.U.F.P: Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de la Formation Professionnelle

M.E.S.R.S.C : Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de la Culture

M.E.E : Ministère de l'Energie et de l'Environnement

M.C.I.P.M.E.: Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises

M.F: Ministère des Finances

M.P.C. : Ministère du Plan et de la Coopération

M.S.: Ministère de la Santé

M.I.S. : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité

M.A.S.T.E : Ministère des Affaires Sociales du Travail et de l'Emploi

M.J.C.S.: Ministère de la Jeunesse, Culture et des Sports

M.E.E.: Ministère de l'Energie et l'Environnement

M.J. : Ministère de la Justice

MPFE : Ministère de la Promotion Feminine et de l'enfance.

P.A.S.E. : Programme d'Ajustement Sectoriel de l' Education
P.A.D.S.E. : Projet d'Appui au Développement Socio-Economique

P.A.M. : Programme Alimentaire Mondial

P.I.P. : Programme d'Investissement Public

PEV/SSP/ME: Programme Elargi de Vaccination/Soins de Santé Primaires/Médicaments Essentiels

PCPEA : Projet cadre promotion export agricole

P.N.I.R. : Projet National d'Infrastructure Rurale

P.N.U.D. : Programme des Nations Unies pour le Développement

P.N.V.A. : Projet National de vulgarisation agricole

O.N.G. : Organisations Non Gouvernementales

SOGUIPAH: Société Guinéenne de palmier à huile hevea

S.N.S.A : Service national des statistiques Agricoles

T.D.C.I. : Troubles dus à la carence en iode
YEOLAC : Farine de sevrage du projet nutritionnel de Kindia

B I B L I O G R A P H I E

1 * Annuaire Statistique Ministère de la Santé (BEPR) 1991

2 * Bilan des exportations en fruits et legumes (1990-1993) SNAS/MAEF

3 * Bulletin national d'informations agricoles alimentaires et nutritionnelles Janvier - Juin 1994

4 * Document préparatoire conférence internationale sur la nutrition (Dakar 24 - 28 Février 1992)

5 * Elaboration des plans nationaux d'action pour la nutrition organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ROME 1993

6 * Enquête de consommation au près des ménages à conakry 1989 - 1990 ENCOMEC

7 * Esquisse d'une approche nationale en matière de nutrition et d'alimentation des ménages 1990 - Dr. Mamady CONDE et R. HEYWARD

8 * ESSAI D'APPRECIATION DE L'ETAT NUTRITIONNEL DES COLLECTIVITES DE LA MOYENNE GUINEE A.O BARRY THESE DE MEDECINE IPGAN 1982

9 * Etude. PDEG. Projet de devéloppement de l'élevage en Guinée DNE (1993)

10 * Guinée Agricole . Trimestriel N° 9 Septembre, Oct. Nov. 1991

11 * Guinée Agricole. Special deuxième journée nationale de la pêche Trimestriel N° 11 Septembre 1991

12 * LPDA Stratégie et plan d'action pour le sous secteur de l'élevage Juillet 1991

13 * Perspectives démographiques pour la Guinée 1983 - 2008 FNAP/BIT/PROJET/GUI/88/P02

14 * Politique de population pour la guinée FNAP/BIT/DNPE - MPC

15 * Rapport sur la sécurité alimentaire FAO 1991

16 * Rapport général de l'enquête agricole permanente campagne 1991 / 1992 Vol 2

17 * Rapport Direction Nationale de la statistique et de l'informatique - Conakry 1992

18 * Rapport statistique 1992 - Direction Nationale Elevage MAEF/Novembre 1993

19 * Rapport de la Direction nationaledes Eaux et Forêts 1990

20 * Recensement général de la population et de l'habitat. Février 1983 MPC

21 * Rapport sur la pêche artisanale et industrielle en 1993
Direction Nationale Pêche Artisanale et Industrielle MARA
1993

22 * Rapport de la Direction Nationale des Eaux et Forêts 1990

23 * Schéma National d'Aménagement du Territoire

24 * Situation Nutritionnelle de la République de Guinée en 1966.
VALTUENA BORGUES

TABLE DES MATIERES

		PAGES
I	INTRODUCTION	3
1	Présentation de la Guinée	5
1.1	Données Géographiques	5
1.2	Données Démographiques	5
1.3	Données Socio-économiques	5
1.4	Disponibilités alimentaires	6
1.4.1	Production alimentaire	7
1.4.2	Echanges commerciaux	8
1.4.3	Aides alimentaires	9
1.4.4	Transformation et concervation	9
1.4.5	Protection des consommateurs	9
1.4.6	Analyse de l'équilibre disponiblité/besoins alimentaires	10
1.4.7	Resumé	11
2	Problèmes alimentaires et nutritionnels	12
2.1	Les Problèmes Nutritionnels	12
2.2	Les causes	13
2.2.1	Les causes immédiates	13
2.2.2	Les causes sous-jacentes	14
2.2.3	Les causes fondamentales	15
3	Politiques et Programmes en cours d'application offrant les opportunités pour l'alimentation et la nutrition	16
3.1	LPDA	16
3.2	PEV/SSP/ME	16
3.3	PASE	16
3.4	Politique nationale de population	16
3.5	Aspects socio-économiques	16
II.	POLITIQUE NATIONALE D'ALIMENTATION ET NUTRITION	
1	Objectifs	17
1.1	Objectifs généraux	17
1.2	Objectifs spécifiques	17
2	Stratégies	18
3	PLAN D'ACTION	
3.1	Synthèses des activités	19
3.2	Difinitions des projets	28
	Fiche descriptive de projet	29
	fiche 1	30
	fiche 2	32
	fiche 3	34
	fiche 4	37
	fiche 5	39
	fiche 6	44

fiche 7 49
fiche 8 52
fiche 9 55
fiche 10 57
fiche 11 59
fiche 12 61
fiche 13 63
fiche 14 65
fiche 15 67
Lexique 69-70
Bibliographie 71-72
Tables des Matières 73-74